

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1599

20 juin 2014

SOMMAIRE

aeris CAPITAL Sustainable Impact	76714	Interlignum S.A.	76713
Aerium H2O S.à r.l.	76712	Keysight Technologies Luxembourg S.à r.l.	76710
Agricon Farm Investments S.A.	76715	Lafayette Industriebeteiligungen S.à r.l.	76712
Alcentra Global Special Situations Luxem- bourg S.à r.l.	76712	Real Investments S.A.	76749
Alcentra Mezzanine QPAM S.à r.l.	76715	Ribolux SC	76750
Amazon Europe Holding Technologies S.C.S.	76711	RP3 Holdings (Lux) 7 S.à r.l.	76747
Amethyst (II) Capricornus S.à r.l., SPF ...	76710	Rynda En Primeur S.A.	76739
AM Global Holding Bis	76723	SanBeep SA	76743
AMO Holding 17 S.à r.l.	76723	SHCO 63 S.à r.l.	76709
AmTrust Insurance Luxembourg S.A. ...	76711	SHCO 66 S.à r.l.	76734
Axis 10 Sports Consulting Group S.à r.l.	76724	Soft Invest Holding S.A.	76752
Bond Street Properties S.A.	76707	Sogephy S.A.	76709
Building and Office Investment S.A.	76707	Sustainable Energy One S.A.	76709
Close International	76724	Taurouge I	76706
Colkart Investment S.C.S.	76708	TDLP S.A.	76713
Corel Software (Lux), S.à r.l.	76708	Toiture Miller Frères, S.à r.l.	76709
Danison Holding S.A.	76715	Total Howald S.A.	76724
Dictame II S.A.	76707	Vector Rae Luxembourg S.à r.l.	76708
Divona B S.à r.l.	76706	VIP Power S.à r.l.	76714
DNX Network	76706	Viridis III S.à r.l.	76713
Eurolux Real Estate S.A.	76738	Viridis III S.à r.l.	76714
Hillder S.A.	76711	WP International IV S.à r.l.	76710

Taurouge I, Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 17.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 155.006.

Les comptes annuels au 25 août 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014055675/10.

(140063939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Divona B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 180.000,00.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 112.992.

EXTRAIT

Le gérant unique de la société a changé d'adresse professionnelle comme suit:

- M. Christophe Ponticello a désormais pour adresse professionnelle le 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014055914/14.

(140064728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

DNX Network, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 142.876.

1. Modifications relatives à l'associé unique:

Par la présente, DNX Network S.à.r.l., représentée par Monsieur Vincenzo CAROLLA, déclare être détenue par le même associé unique ("la Société") et que cet associé unique a connu les modifications suivantes:

- En date du 14 février 2011, l'Assemblée Générale Extraordinaire de "la Société" Dreamnex SA, associée unique de DNX Network S.à.r.l., a décidé de modifier la dénomination sociale de Dreamnex SA en DNXC Corp SA;

- En date du 02 mai 2013, l'Assemblée Générale Extraordinaire de DNXC Corp SA a décidé la transformation de "la Société" en Société Européenne. Cette décision était soumise à une condition suspensive, dont la réalisation a été constatée par le Conseil d'Administration de DNXC Corp du 30 juillet 2013. A compter de cette date, la dénomination sociale de "la Société" est devenue DNXC Corp SE;

- En date du 10 octobre 2013, l'Assemblée Générale Extraordinaire de DNXC Corp SE a décidé de transférer le siège social et l'administration centrale de "la Société" au Grand Duché de Luxembourg, 6 rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg. Le transfert du siège social de "la Société" est devenu effectif au 12 décembre 2013 avec son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 182439.

2. Démission de Monsieur Patrice Macar, Gérant de catégorie B:

Le Conseil de Gérance a accepté la démission de Monsieur Patrice MACAR, Gérant de catégorie B, à compter du 1^{er} janvier 2013.

Le Conseil de Gérance, à compter de cette date se compose comme suit:

Monsieur Vincenzo CAROLLA

Luxembourg, 16 avril 2014.

DNX Network Sarl

6 rue Henri Schadt

L - 2530 Luxembourg

Vincenzo CAROLLA

Référence de publication: 2014055780/30.

(140063695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Dictame II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg B 142.768.

Les statuts coordonnés au 08/04/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 18/04/2014.
Me Cosita Delvaux
Notaire

Référence de publication: 2014055927/12.

(140064749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Building and Office Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 34.384.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 16 avril 2014

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire des associés de la Société en date du 16 avril 2014 que:

1. L'Assemblée générale ordinaire décide de prolonger le mandat de Monsieur Yannick Kantor, demeurant au 8A boulevard de la foire, L-1528 Luxembourg, en tant qu'administrateur. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'année 2016.

2.

Luxembourg, le 16 avril 2014.
Pour extrait conforme
Pour la Société
Un mandataire

Référence de publication: 2014055873/18.

(140064188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Bond Street Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 90.231.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société tenue en date du 15 avril 2014 que:

- Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs:

* Madame Joëlle MAMANE, administrateur de sociétés, née à Fès (Maroc), le 14 janvier 1951, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, rue Aldringen, 23.

* Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, né à Fès (Maroc), le 18 décembre 1970, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, rue Aldringen, 23.

* Monsieur Philip MASSONNET, administrateur de sociétés, né à Ependes (Suisse), le 15 septembre 1957, demeurant professionnellement au 7, Quai du Mont-Blanc, CH -1201 Genève.

- A été élue au poste de Commissaire en remplacement de la société GESTMAN S.A., dont le mandat n'a pas été reconduit:

* Gestal Sàrl, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 184722 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Luxembourg.
Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014055864/24.

(140064269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

**Corel Software (Lux), S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Vector Rae Luxembourg S.à r.l.).**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 161.778.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 29 octobre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 2 décembre 2013.
Référence de publication: 2014055885/11.
(140064635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Colkart Investment S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 183.194.

EXTRACT

The corporate object of the Partnership has been amended on 10 April 2014 as follows:

The object of the Partnership is (i) the direct or indirect holding of a participation in ColKart S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4 Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 181.985 (as its name or registered office may change from time to time) ("ColKart") or its wholly owned subsidiaries in case of liquidation, restructuring, amalgamation or similar event of ColKart, and (ii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal thereof. The Partnership may enter into any agreements relating thereto and the financing thereof.

In this respect, the Partnership may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not.

The Partnership may grant assistance and lend funds to its affiliated entities, ColKart or the affiliated entities thereof. It may also give guarantees and grant security in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of ColKart or the affiliated companies thereof. The Partnership may further mortgage, pledge, Transfer, Encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Partnership may carry out any other transactions which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'objet de la Société a été modifié le 10 avril 2014 comme suit:

L'objet de la Société est (i) la détention directe ou indirecte d'une participation dans ColKart S.à r.l., une société à responsabilité limitée gouvernée par les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la numéro B 181.985 (tel que sa dénomination ou siège social pourrait être amené à changer) («ColKart») ou ses filiales à cent pour cent en cas de liquidation, restructuration, fusion ou événement similaire de ColKart et (ii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à ces activités et leur financement.

A cet égard, la Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non.

La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses sociétés affiliées, ColKart ou ses sociétés affiliées. Elle pourra également fournir des garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ColKart ou de ses sociétés affiliées. La Société pourra également hypothéquer, gager, Transférer, Grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

La Société pourra en outre effectuer toutes opérations qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2014.

*Pour la Société
Un mandataire*

Référence de publication: 2014055882/43.

(140064271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Toiture Miller Frères, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4930 Bascharage, 124A, boulevard J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 29.966.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014055694/9.
(140063650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Sogephy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 45, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 141.873.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.
Référence de publication: 2014055664/10.
(140063558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Sustainable Energy One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 164.048.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 7 avril 2014 que:
- Le siège social de la société a été transféré au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
Luxembourg, le 16 avril 2014.
Pour la société
Un mandataire
Référence de publication: 2014055622/13.
(140063300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

SHCO 63 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 185.160.

Changement suivant le contrat de cession de parts du 14 avril 2014:

- Ancienne situation associée:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.: 12.500 parts sociales

- Nouvelle situation associées:

	Parts sociales
ELLIOTT INTERNATIONAL, L.P., avec siège social à Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104 Iles Caïmans, inscrite auprès du registre des sociétés des Iles Caïmans sous le n° CR10177	8.125
ELLIOTT ASSOCIATES, L.P., avec siège social à Orange Street, 1209, Wilmington, DE 19801, États-Unis d'Amérique, inscrite au secrétariat d'Etat de l'Etat du Delaware sous le n° 2099701	4.375
Total	12.500

Luxembourg, le 16.4.2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour SHCO 63 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014055641/22.

(140063216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

WP International IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 147.809.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014055739/9.

(140063243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Amethyst (II) Capricornus S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 931.645,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 180.916.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014055799/11.

(140064575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Keysight Technologies Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 184.266.

EXTRAIT

L'associé unique de la Société a accepté, en date du 15 avril 2014, la démission de Monsieur Nicholas Seymour Johnson de son poste de gérant de la Société, avec effet au 15 avril 2014.

L'associé unique de la Société a décidé, à la même date, de nommer:

- Monsieur Stephen Williams, né le 1 février 1972, en Pennsylvanie (Etats Unis), avec adresse professionnelle au 29 Manzanita Ave., San Francisco, CA 94118, Etats Unis, en tant que gérant de catégorie A de la Société, avec effet au 15 avril 2014 et pour une durée indéterminée;

- Monsieur Jeffrey Li, né le 16 août 1969, à Tokyo (Japon), avec adresse professionnelle au 2136 Franklin Street, San Francisco, CA 94109, Etats Unis, en tant que gérant de catégorie A de la Société, avec effet au 15 avril 2014 et pour une durée indéterminée;

- Monsieur Patrick Van Denzen, né le 28 février 1971, à Geleen (Pays-Bas), avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet au 15 avril 2014 et pour une durée indéterminée;

- Monsieur Fabrice Rota, né le 19 février 1975, à Mont-Saint-Martin (France), avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet au 15 avril 2014 et pour une durée indéterminée.

Il en résulte que le conseil de gérance de la Société se compose désormais tel qu'il suit:

- Monsieur Stephen Williams, gérant de catégorie A;
- Monsieur Jeffrey Li, gérant de catégorie A;
- Monsieur Patrick Van Denzen, gérant de catégorie B; et
- Monsieur Fabrice Rota, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2014.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014055781/34.

(140063800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Hilder S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 166.465.

—
EXTRAIT

L'un des administrateurs de la société a changé d'adresse professionnelle comme suit:

- M. Simon Henin a désormais pour adresse professionnelle le 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014055995/12.

(140064587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Amazon Europe Holding Technologies S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 3.864,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 101.270.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion prévue par l'article 316 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2013 de sa société mère ultime, Amazon.com, Inc. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2014.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014055796/15.

(140064127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

AmTrust Insurance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 166.633.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 26 mars 2014

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide de reconduire le mandat des Administrateurs:

- Monsieur Barry Zyskind,
- Monsieur Ronald Pipoly,
- Monsieur Stephen Ungar,
- Monsieur Jeremy Cadle,
- Monsieur Peter Norris,
- Monsieur Brian McLoghlin, demeurant 1, Island House à Castleconnell, Irlande

Leur mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

Sixième résolution

L'Assemblée décide, conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 6 décembre 1991, de nommer Réviseur Indépendant de la société: KPMG Luxembourg, 9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

dont le mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2014.

AmTrust Insurance Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014055800/24.

(140064225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Alcentra Global Special Situations Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 141.163.

—
- Monsieur Jens Hoellermann a démissionné de ses fonctions en tant que gérant de la Société avec effet au 31 décembre 2013.

Le conseil de gérance se compose dorénavant comme suit:

- M. Simon Barnes, gérant
- M. Ian Kent, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014055790/14.

(140064258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Lafayette Industriebeteiligungen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 90.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 170.767.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 31 mars 2014, le conseil de gérance de Lafayette Industriebeteiligungen S.à r.l. a transféré le siège social de la société au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec effet au 31 mars 2014.

Par ailleurs, deux des gérants de la société ont changé d'adresse professionnelle comme suit:

- M. Simon Henin a désormais pour adresse professionnelle le 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg;
- M. Christophe Ponticello a désormais pour adresse professionnelle le 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014056052/17.

(140064453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Aerium H2O S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 115.265.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique

Suite à la démission de Messieurs Franck Ruimy et Ely Michel Ruimy en leur qualité de Gérants de la Société et suite aux résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 14 avril 2014, il a été décidé de nommer Sycamore Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.718, dont le capital social est fixé à EUR 12,500, en tant que Gérant unique de la Société en remplacement des Gérants démissionnaires pour une durée indéterminée.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

Further to the resignation of Mr. Franck Ruimy and Mr. Ely Michel Ruimy as Managers of the Company and further to the resolutions of the sole shareholder of the Company dated 14 April 2014, it has been decided to appoint Sycamore Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 150.718, the corporate capital of which is fixed at EUR 12,500, as sole Manager of the Company in place of the resigning Managers for an indefinite period.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014055809/23.

(140063982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

TDLP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 111.144.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014056243/10.

(140064488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Viridis III S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 164.158.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 15 avril 2014

L'Associé Unique décide de renouveler le mandat de Réviseur d'Entreprises Agréé de DELOITTE S.A., ayant son siège social au 560, rue de Neudorf in L-2220 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67 895.

Ce mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 15 avril 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014056260/16.

(140064190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Interlignum S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 34.537.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale de l'actionnaire tenue extraordinairement et par le conseil d'administration en date du 18 avril 2014

1. Le siège social a été fixé à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
2. M. Eugen DECKER, administrateur de sociétés, né le 23 avril 1934 à Trèves (Allemagne), demeurant à D-54497 Morbach (Allemagne), 31, Hochwaldstrasse, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
3. Mme Brigitte DECKER-WILBERT, administrateur de sociétés, née le 19 août 1963 à Morbach (Allemagne), demeurant à D-54497 Morbach (Allemagne), 6, Auf Der Hohldreff, a été nommée comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
4. M. Camille KINNEN, administrateur de sociétés, né le 22 mars 1965 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant professionnellement à L-6415 Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), 9-13, rue Breilekes, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
5. La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58545, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
6. M. Eugen DECKER, pré-nommé, a été nommé comme président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019

Luxembourg, le 18 avril 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour INTERLIGNUM S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014056025/28.

(140064563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Viridis III S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.**Capital social: EUR 12.501,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 164.158.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014056261/12.

(140064191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

VIP Power S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 184.635.

EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 31 mars 2014, le conseil de gérance de VIP Power S.à r.l. a transféré le siège social de la société au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec effet au 31 mars 2014.

Par ailleurs, les gérants de la société ont changé d'adresse professionnelle comme suit:

- M. Simon Henin a désormais pour adresse professionnelle le 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg; et
- M. Christophe Ponticello a désormais pour adresse professionnelle le 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Enfin, l'associé unique de la société, à savoir VIP Holding S.à r.l., a également transféré son siège social au 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec effet au 31 mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014056268/19.

(140064582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

aeris CAPITAL Sustainable Impact, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 165.995.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

La mise en liquidation de la Société a été décidée aux termes d'une assemblée générale extraordinaire tenue devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 Janvier 2014 et publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 979 du 17 avril 2014.

Il résulte des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 16 avril 2014 que la liquidation de la Société a été clôturée et que par conséquent la Société est dissoute et a définitivement cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux de la Société resteront déposés et conservés pendant une durée minimum de cinq ans, à partir de la date de publication du présent extrait dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, au siège social du liquidateur - Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A. - qui est actuellement situé à 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014056331/23.

(140065143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Agricon Farm Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 172.562.

EXTRAIT

L'un des administrateurs de la société a changé d'adresse professionnelle comme suit:

- M. Simon Henin a désormais pour adresse professionnelle le 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014055787/12.

(140064585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Alcentra Mezzanine QPAM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 114.912.

- Monsieur Jens Hoellermann a démissionné de ses fonctions en tant que gérant de la Société avec effet au 31 décembre 2013.

Le conseil de gérance se compose dorénavant comme suit:

- M. Simon Barnes, gérant

- M. Ian Kent, gérant

- M. Iain Fraser Macleod, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014055792/14.

(140064262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Danison Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 83.009.

L'an deux mille quatorze, le trente et un mars.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme DANISON HOLDING S.A., ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, R.C.S. Luxembourg numéro B 83009, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 9 juillet 2001, publié au Mémorial C numéro 44 du 9 janvier 2002, et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 10 août 2001, publié au Mémorial C numéro 139 du 25 janvier 2002

- en date du 10 septembre 2002, publié au Mémorial C numéro 1577 du 4 novembre 2002.

- en date du 13 décembre 2012, publié au Mémorial C numéro 789 du 03 avril 2013.

Laquelle a transféré son siège social, de l'établissement principal, du lieu de gestion effective et de l'administration centrale de la Société du Grand-duché du Luxembourg vers l'Italie, sans dissolution de la Société mais au contraire avec pleine continuation de sa personnalité morale et juridique, et adopté la dénomination de DANISON HOLDING Srl, dans l'acte reçu par le notaire instrumentant en date du 20 novembre 2013, publié au Mémorial C numéro 102 du 11 janvier 2014.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Françoise HÜBSCH, employée, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La présidente prie le notaire d'acter:

I. - Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une nouvelle liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. L'ancienne liste de présence, ainsi que les procurations signées ne variateur, sont restés annexées à l'acte d'assemblée générale extraordinaire du 20 novembre 2013.

II. - Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Adoption des nouveaux statuts préparés et validés par le notaire italien en remplacement des statuts initiaux préparés par ce même notaire.

IV.- Que l'Assemblée a pris la résolution suivante:

Résolution

L'Assemblée décide d'approuver les nouveaux statuts préparés et validés par le notaire italien en remplacement des statuts initiaux préparés par ce même notaire:

"STATUTO

Art. 1. Denominazione. costituita la società a responsabilità limitata denominata;
"DANISON HOLDING S.R.L.".

Art. 2. Sede. La società ha sede in Milano.

La società potrà istituire sedi secondarie, agenzie, filiali, rappresentanze e uffici sia in Italia che all'estero.

Art. 3. Durata. La durata della società è fissata fino al 31 dicembre 2050 e potrà essere prorogata od anche anticipatamente sciolta con deliberazione dell'assemblea dei soci ai sensi di legge e del presente statuto.

Art. 4. Oggetto. La società ha per oggetto le seguenti attività:

- la realizzazione e produzione di qualsiasi immagine, forma di pubblicità e propaganda, films e documentari; lo studio, la ricerca e la commercializzazione di attività di fotomodelli, di soggetti fotografici e cinematografici, di talenti artistici in genere, sia in Italia che all'estero; il compimento di attività professionali nel campo fotografico e cinematografico, il tutto sia in proprio che in qualità di rappresentante di altre società e/o persone aventi oggetto analogo od affine o connesso al proprio.

Essa potrà provvedere all'acquisizione, produzione ed esecuzione di lavori specializzati concernenti i settori immagine, moda, spettacolo mediante promozione, organizzazione, allestimento e realizzazione in proprio o per conto di terzi di mostre, sfilate, rappresentazioni di qualsiasi tipo e specie, rassegne, shows e manifestazioni in genere, anche provvedendo ad ogni forma di assistenza industriale, commerciale ed amministrativa.

La società potrà inoltre svolgere le seguenti ulteriori attività:

- la rappresentanza di fotografi, truccatori, fotomodelli e talenti artistici in genere, effettuare servizi fotografici per redazioni o altro;

- esercitare il commercio di materiale fotografico e filmico da essa o da terzi prodotti;

- le forniture e le prestazioni di servizi attinenti la moda;

- le promozioni pubblicitarie e la propaganda in genere, anche per conto terzi, la ricerca di materiale fotografico e televisivo per campagne pubblicitarie ed articoli professionali, la ricerca di mercato;

- l'effettuazione di corsi di qualificazione, addestramento e formazione professionale per il mondo della moda, della fotografia, del video, della pubblicità, della salute, della bellezza, dell'informatica e delle lingue, nonché la commercializzazione di prodotti pubblicitari relativi alle suddette attività ed ai corsi sopra descritti;

- l'attività editoriale pubblicando in proprio o per conto terzi notiziari, riviste, libri, video-cassette e altro materiale audio-visivo (con esclusione della pubblicazione di quotidiani);

- l'assunzione mediante acquisto e/o sottoscrizione e la negoziazione di partecipazioni in società di capitali, nonché l'amministrazione delle proprie partecipazioni, il tutto con esclusione dell'esercizio di predetta attività nei confronti del pubblico, bensì con esclusive funzioni di capogruppo delle società controllate o collegate ai sensi dell'art. 2359 del Cod. Civ.;

- il coordinamento tecnico e finanziario nonché il finanziamento delle società centrate e/o collegate, con l'osservanza dei limiti e dei criteri stabiliti dalle leggi e dai regolamenti vigenti in materia, la gestione della finanza e controllo, del marketing, dell'attività promozionale e della direzione del personale delle società controllate e/o collegate.

Essa può compiere, in via non prevalente, tutte le operazioni commerciali, industriali, mobiliari, immobiliari e finanziarie, queste ultime purché non nei confronti del pubblico, ritenute dall'Organo Amministrativo necessarie od utili per il conseguimento dell'oggetto sociale; essa può pure, ancora in via non prevalente e non nei confronti del pubblico, prestare avalli, fidejussioni ed ogni altra garanzia anche reale ed a favore di terzi; sempre in via non prevalente e non nei confronti del pubblico, potrà procedere all'assunzione, sia direttamente che indirettamente di interessenze e partecipazioni in altre Società od imprese, qualora tale assunzione non sia finalizzata all'alienazione di dette interessenze e partecipazioni, ma concretizzi un'operazione per il raggiungimento dello scopo sociale.

Sono escluse le attività disciplinate dai Decreti Legislativi N. 415/1996 e N. 58/1998 e successive modificazioni ed integrazioni, nonché le attività professionali già disciplinate dalle Leggi N. 1966/1939 e N. 1815/1939.

Art. 5. Domiciliazione - recapiti e comunicazioni. Nel rispetto delle norme che prevedono per l'efficacia dei trasferimenti delle partecipazioni l'iscrizione nel Registro delle Imprese competente la società istituirà un libro soci, nel quale l'Organo Amministrativo trascriverà i dati dei soci, il loro indirizzo anagrafico, l'eventuale domicilio eletto, i loro numeri di telefono e di telefax, nonché il loro indirizzo e-mail.

Per i rapporti tra la società ed i soci il loro domicilio e tutti i suddetti loro dati personali sono quelli risultanti dal suddetto libro dei soci.

Gli amministratori, i Sindaci ed il revisore, se nominati, hanno anch'essi l'onere di comunicare alla società il proprio recapito consistente nel numero di telefono, di telefax e nell'indirizzo e-mail, al fine di consentire tutte le comunicazioni da effettuarsi con tali mezzi.

Ai fini del presente statuto, tutte le comunicazioni dirette ai singoli soci, agli amministratori, ai Sindaci ed al revisore, se nominati, verranno effettuate utilizzando il recapito di ciascuno di essi come sopra comunicato alla società.

Ogni successiva modificazione del domicilio e/o delle indicazioni costituenti recapito ai sensi del presente articolo dovrà essere fatta mediante comunicazione all'Organo Amministrativo, che dovrà annotarla nei libri sociali.

Art. 6. Capitale. Il capitale sociale è di Euro 40.000,00.= (quarantamila) ed è diviso in quote ai sensi di legge.

I conferimenti dei soci in sede di aumento del capitale sociale possono avere ad oggetto ogni elemento patrimoniale suscettibile di valutazione economica, anche secondo le diverse modalità di quanto previsto dall'art. 2464 Cod. Civ. e comunque nel rispetto di tale norma e delle norme dettate in materia di conferimenti in natura e di crediti.

I versamenti sulle quote sono richiesti dall'Organo Amministrativo nei modi e nei termini che questo reputa convenienti.

A carico dei soci in ritardo nel versamento decorre l'interesse legale, fermo restando il disposto dell'articolo 2466 Cod. Civ.

Società potrà acquisire dai soci versamenti e finanziamenti, a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio fra il pubblico.

La Società può emettere titoli di debito.

La competenza per l'emissione dei suddetti titoli di debito è attribuita ai soci.

La relativa decisione dovrà essere adottata mediante deliberazione assembleare assunta con il voto favorevole di tanti soci che rappresentano almeno i 2/3 (due terzi) del capitale sociale, nel rispetto comunque dell'art. 2483 Cod. Civ.

Art. 7. Trasferimento delle partecipazioni per atto tra vivi. Ai trasferimenti delle partecipazioni e dei relativi diritti d'opzione si applica (a seguente disciplina):

a) per i trasferimenti delle quote e dei diritti di opzione per atto tra vivi, a titolo oneroso e verso corrispettivo in denaro, spetterà agli altri Soci il diritto di prelazione pro quota a parità di prezzo e condizioni, diritto da esercitarsi nei termini e con le modalità previsti dai successivi commi.

Il socio che intende cedere la sua quote o parte di essa ed i relativi diritti d'opzione dovrà offrire in prelazione quanto intende cedere a mezzo di una proposta contenente l'indicazione del nominativo dell'acquirente e del prezzo offerto, e che dovrà essere inviata agli altri soci con lettera raccomandata A.R. e per conoscenza all'Organo Amministrativo.

Il diritto di prelazione in oggetto dovrà essere esercitato entro 30 (trenta) giorni dalla data più recente di ricevimento delle comunicazioni fatte ai soci di cui al comma precedente, per tutte le quote (e non parte delle stesse) e per tutti i diritti d'opzione (e non parte degli stessi) offerti in prelazione: pertanto qualora uno degli aventi diritto non eserciti il diritto di prelazione, gli altri Soci dovranno esercitarlo pro quota anche sulla quota di spettanza del rinunciante, il tutto nel termine fissato per l'esercizio del diritto di prelazione stesso.

Qualora sorgesse disaccordo tra i soci che intendono esercitare la prelazione ed il cedente sulla determinazione del valore delle quote e dei diritti d'opzione offerti in prelazione, la valutazione, ai fini della determinazione del prezzo d'acquisto, dovrà essere demandata ad un unico arbitratore. Tale arbitratore dovrà essere nominato di comune accordo dalle parti entro 20 (venti) giorni dall'insorgenza del disaccordo.

In mancanza dell'accordo sulla nomina dell'arbitratore, quest'ultimo sarà nominato dal Presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede la società su istanza da presentarsi a cura della parte più diligente entro 30 (trenta) giorni dall'insorgenza del disaccordo.

Le spese inerenti l'arbitratore saranno sostenute in egual misura tra tutte le Parti.

L'unico arbitratore, così nominato, dovrà decidere in qualità di mero arbitratore ed inappellabilmente sulla base di un bilancio straordinario e secondo pluralità di criteri scelti a cura del perito stesso, in coerenza con la situazione societaria, fra quelli comunemente riconosciuti come preferiti dalle migliori prassi e dottrina, il tutto inoltre senza formalità di procedura e con i più ampi poteri di ispezione e di richiesta di informazioni nei riguardi delle parti e della società, entro 2 (due) mesi dalla propria designazione.

Qualora, comunque, la valutazione come sopra operata delle quote e dei diritti d'opzione offerti in prelazione fosse inferiore al prezzo indicato dal Socio cedente nell'offerta, nell'ulteriore termine di 15 (quindici) giorni dalla comunicazione

a mezzo lettera raccomandata del prezzo di cessione da parte dell'arbitratore il socio cedente potrà decidere di cedere a chi ha esercitato il diritto di prelazione, al prezzo così determinato dall'arbitratore, ovvero di non cedere né la quota né i diritti d'opzione a chi ha esercitato il diritto di prelazione; nel qual caso, naturalmente, non potrà cedere le partecipazioni ed i diritti d'opzione neppure al soggetto indicato nell'offerta.

Se il diritto di prelazione non fosse esercitato nei termini di cui sopra il socio che intende cedere la sua partecipazione e/o i suoi diritti d'opzione, potrà cedere le partecipazioni ed i diritti d'opzione al soggetto, al prezzo ed alle condizioni indicate nella comunicazione di cui al precedente secondo capoverso di questo articolo, o ad un prezzo ed a condizioni più onerosi di quelli indicati nell'offerta, entro un periodo di ulteriori 60 (sessanta) giorni.

Decorso il suddetto ultimo termine di 60 (sessanta) giorni senza che il socio alienante abbia proceduto alla vendita della quota e/o dei diritti d'opzione si renderà necessario procedere nuovamente all'offerta in prelazione della partecipazione secondo le modalità contenute nel presente articolo.

b) In caso di trasferimento delle quote e/o dei diritti di opzione per atto tra vivi, a titolo oneroso verso corrispettivo infungibile ovvero a titolo gratuito, l'alienante, prima di perfezionare tali alienazioni, dovrà offrire, a mezzo lettera raccomandata A.R. inviata almeno 30 (trenta) giorni prima del suddetto perfezionamento, agli altri soci di acquistare la partecipazione e/o i diritti d'opzione.

In tali ipotesi la determinazione del prezzo di acquisto dovrà essere demandata all'unico arbitratore nominato e funzionante secondo quanto stabilito dalla precedente lettera a) del presente articolo. L'unico arbitratore determinerà il prezzo d'acquisto secondo i criteri pure indicati alla precedente lettera a), prezzo che dovrà comunicare a mezzo raccomandata A. R. ai soci destinatari dell'offerta.

Il costo inerente l'Arbitratore sarà sostenuto dal socio alienante.

La quota e/o i diritti d'opzione offerti in acquisto agli altri soci dovranno essere acquistati per l'intero dagli stessi; pertanto se alcuno di essi non accettasse di acquistarli gli altri dovranno acquistare la quota e/o i diritti d'opzione offerti anche per la parte non acquistata dagli altri aventi diritto.

Nel caso di mancata accettazione dell'offerta da parte dei soci destinatari della stessa, entro 30 (trenta) giorni decorrenti dal ricevimento di ciascuna comunicazione a mezzo raccomandata della determinazione del prezzo effettuata dall'Unico arbitratore, il socio che intende cedere a titolo oneroso verso corrispettivo infungibile, ovvero a titolo gratuito, potrà procedere a tale cessione.

La costituzione e/o il trasferimento del diritto di usufrutto ovvero del diritto di pegno sulle quote dovranno essere previamente autorizzati dagli altri soci che delibereranno a maggioranza assoluta del capitale da loro rappresentato.

L'Organo Amministrativo non potrà consentire al cessionario l'esercizio dei diritti economici ed amministrativi connessi con la titolarità della quota se per l'avvenuta cessione non siano state ottemperate tutte le formalità previste nel presente articolo per le diverse fattispecie di trasferimento per atto tra vivi delle quote e/o dei diritti di opzione.

Non sono soggette alla disciplina del presente articolo l'instestazione delle quote e/o dei diritti d'opzione a favore di società autorizzate ai sensi di legge all'esercizio dell'attività fiduciaria e/o il ritrasferimento da parte delle suddette società a favore dei fiduciari originari, in ogni caso, comunque, previa esibizione all'Organo Amministrativo del mandato fiduciario comprovante l'esistenza del rapporto di fiducia.

Art. 8. Trasferimento delle partecipazioni mortis causa. Nel caso di morte di uno dei soci gli altri dovranno liquidare la quota agli eredi o legatari del socio defunto, a meno che preferiscano continuare la società anche con uno, più o tutti gli eredi o legatari del socio defunto. Le decisioni circa la continuazione o la liquidazione della partecipazione saranno assunte dai soci con le maggioranze previste dal successivo art. 16, non computandosi la partecipazione appartenente al socio defunto.

Per la determinazione del credito spettante ai successori in caso di liquidazione si applica il successivo art. 10.

Art. 9. Recesso ed Esclusione. Hanno diritto di recedere i soci che non hanno consentito:

- a) al cambiamento dell'oggetto sociale;
- b) alla trasformazione della società;
- c) alla fusione ed alla scissione della società;
- d) alla revoca dello stato di liquidazione;
- e) al trasferimento della sede sociale all'estero;
- f) all'eliminazione di una o più cause di recesso;
- g) al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della società.

Il diritto di recesso spetta in tutti gli altri casi previsti dalla legge.

Qualora la società sia soggetta ad attività di direzione e coordinamento ai sensi degli artt. 2497 e seguenti Cod. Civ. spetterà ai soci il diritto di recesso nelle ipotesi previste dall'art. 2497 quater Cod. Civ.

I soci hanno altresì diritto di recesso in relazione al disposto dell'art. 2469 comma 2 del Cod. Civ.

La volontà di recedere dovrà essere comunicata all'Organo Amministrativo a mezzo lettera raccomandata con avviso di ricevimento entro 30 (trenta) giorni dall'iscrizione nel Registro Imprese della decisione che legittima il recesso, o se

non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci della decisione che lo legittima, con le generalità del socio recedente, nonché con l'indicazione del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione il diritto di recesso può essere esercitato entro 30 (trenta) giorni dal momento in cui il socio viene a conoscenza del fatto.

L'esercizio del diritto di recesso deve essere annotato nel libro soci a cura dell'Organo Amministrativo. La partecipazione sociale per la quale è esercitato il diritto di recesso non può essere ceduta dal socio.

Il recesso non può essere esercitato e se esercitato è privo di efficacia se la società revoca la delibera che lo legittima, o se è deliberato lo scioglimento della società.

Il socio potrà essere escluso dalla società se non parteciperà né in proprio, né per delega senza giustificato motivo ad almeno 3 (tre) assemblee consecutive e la sua assenza, in considerazione del quorum costitutivo e/o qualibe attivo previsti per la validità delle assemblee, comportasse un inattività dell'assemblea stessa.

La sua esclusione potrà essere pronunciata dall'Organo Amministrativo prima che si produca la causa di scioglimento prevista dall'art. 2484 primo comma n. 3) del Codice Civile.

Art. 10. Liquidazione delle partecipazioni. Nelle ipotesi previste dagli articoli 8 e 9 le partecipazioni saranno rimborsate al socio, o ai suoi eredi o legatari, in proporzione del patrimonio sociale.

Il patrimonio della società è determinato dall'Organo Amministrativo sentito il parere dei Sindaci e del revisore, se nominati, tenendo conto del valore di mercato della partecipazione riferito al momento del decesso ovvero al momento di efficacia del recesso.

In caso di disaccordo la determinazione è compiuta tramite relazione giurata di un esperto nominato dal tribunale, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente; si applica in tal caso il disposto dell'art. 1349 Cod. Civ.

Il rimborso della partecipazione deve essere eseguito entro 6 (sei) mesi dall'evento dal quale consegue il diritto alla liquidazione della partecipazione.

Il rimborso può avvenire anche tramite acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alla loro partecipazione o da parte di un terzo concordemente individuato dai soci.

Qualora ciò non avvenga il rimborso è effettuato utilizzando le riserve disponibili, o in mancanza (ad eccezione che per l'ipotesi di esclusione, come previsto dall'art. 2473 bis Cod. Civ.) corrispondentemente riducendo il capitale sociale, in tal caso si applica l'art. 2482 Cod. Civ. e qualora sulla base di esso non risulti possibile il rimborso della partecipazione del socio defunto o receduto, la società si scioglie ai sensi dell'art. 2484 comma 1 n. 5 Cod. Civ.

Art. 11. Decisioni dei soci. I soci decidono sulle materie loro riservate dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

Le decisioni prese in conformità alla legge ed all'atto costitutivo vincolano tutti i soci, ancorché dissenzienti o assenti.

In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina degli amministratori e la struttura dell'Organo Amministrativo;
- c) la nomina del Sindaco o del Collegio Sindacale o del soggetto incaricato del controllo contabile;
- d) le modificazioni dello Statuto;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- f) la nomina dei liquidatori ed i criteri di svolgimento della liquidazione.

Hanno diritto di voto i soci iscritti nel libro soci.

Ogni socio ha diritto di partecipare alle decisioni previste dal presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Il socio moroso non può partecipare alle decisioni dei soci.

12. Assemblea. decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare.

L'assemblea è tenuta, di regola, presso la sede sociale, salvo diversa determinazione dell'Organo Amministrativo, che può fissare un luogo diverso, nel territorio della Repubblica Italiana ovvero di Paese facente parte dell'Unione Europea.

L'avviso di convocazione deve contenere l'elenco delle materie da trattare, l'indicazione di giorno, ora e luogo stabiliti per la prima e per l'eventuale seconda convocazione dell'adunanza.

La convocazione dell'assemblea dei soci è effettuata a cura dell'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata o telegramma inviati ai soci almeno 8 (otto) giorni prima dell'adunanza nel domicilio risultante dal libro dei soci, previsto dal precedente articolo 5, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire agli aventi diritto al domicilio, o al numero di fax o all'indirizzo di posta elettronica all'uopo comunicato alla società e risultante dai libri sociali.

In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dal Sindaco o dal Collegio Sindacale, se nominati, ovvero anche da un socio.

Nel caso di mancata convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori ed i Sindaci, se nominati, siano presenti od informati e nessuno si opponga alla trattazione dell'argomento. Se gli amministratori od i Sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi negli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati della riunione, sugli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

E' ammessa la possibilità che le adunanze dell'assemblea si tengano per teleconferenza o video-conferenza a condizione che:

- il Presidente dell'Assemblea possa identificare e accertare la legittimazione di tutti i partecipanti, constatare e proclamare i risultati delle votazioni;

- sia consentito agli intervenuti seguire la discussione ed intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati;

- sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli interventi assembleari oggetto della verbalizzazione;

- vengano indicate nell'avviso di convocazione tutte le informazioni necessarie (eventuali luoghi audio/video collegati; numero telefonico e/o server e indirizzo internet da utilizzarsi) per consentire al socio di collegarsi in teleconferenza; verificandosi tali requisiti l'assemblea si considererà tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente della riunione e dove pure deve trovarsi il Segretario onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo Libro.

Art. 13. Svolgimento assemblea. L'assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico ovvero dal Presidente del Consiglio di Amministrazione ed in caso di loro impedimento dalla persona designata dagli intervenuti.

Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolarità delle deleghe ed in genere il diritto di intervento all'assemblea. Quando tale constatazione è avvenuta, la validità della costituzione non potrà essere inficiata per il fatto li degli intervenuti abbandonino l'adunanza.

Art. 14. Deleghe. Ogni socio che abbia diritto di intervenire in assemblea può farsi rappresentare, ai sensi dell'art. 2479 bis Cod. Civ., anche da non socio, a mezzo di delega scritta, che deve essere conservata dalla società. Nella delega deve essere specificato il nome del rappresentante con l'indicazione di eventuali facoltà e limiti di subdelega.

Art. 15. Verbale dell'assemblea. Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario se nominato o da Notaio.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti ed il capitale sociale rappresentato da ciascuno, deve altresì indicare le modalità ed il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti.

Il verbale deve riportare gli esiti degli accertamenti fatti dal Presidente e su richiesta dei soci devono essere riassunte le loro dichiarazioni. Il verbale di assemblea, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 16. Quorum costitutivi e deliberativi dell'assemblea dei soci. Fatto salvo quanto previsto all'art. 6 ultimo comma del presente statuto in tema di emissioni di titoli di debito, l'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentano almeno la metà del capitale sociale e delibera a maggioranza assoluta, sia in prima sia in seconda convocazione.

Nel caso di modificazione dello statuto ovvero di decisioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o di rilevanti modificazioni dei diritti dei soci delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno il 51% (cinquantuno per cento) del capitale sociale.

Per introdurre, modificare od estinguere i diritti attribuiti ai soci ai sensi del terzo comma dell'art. 2468 Cod. Civ. è necessario il consenso di tutti i soci.

Art. 17. Amministrazione. La società può essere amministrata, con decisione dei soci:

- 1) da un Amministratore Unico, anche non socio;

- 2) da un Consiglio di Amministrazione composto da 2 (due) a 5 (cinque) membri, anche non soci, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina.

Non si applica agli Amministratori il divieto di concorrenza di cui all'articolo 2390 Cod. Civ. in tema di società per azioni.

Art. 18. Durata della carica, revoca, cessazione. Gli Amministratori restano in carica fino a revoca o dimissioni o per il periodo determinato dai soci al momento della nomina. Gli Amministratori sono rieleggibili.

La cessazione degli Amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo Organo Amministrativo è stato ricostituito.

Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori si intenderà decaduto l'intero consiglio e gli amministratori rimasti in carica ... d'urgenza convocare l'assemblea per la nomina del nuovo Organo Amministrativo.

Art. 19. Consiglio di Amministrazione. Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il Consiglio di Amministrazione elegge fra i suoi membri un Presidente.

Le decisioni del Consiglio di Amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli Amministratori in carica, non computandosi le astensioni.

Delle deliberazioni della seduta si redigerà verbale, firmalo dal Presidente e dal segretario se nominato che dovrà essere trascritto senza indugio nel libro delle decisioni degli amministratori. La relativa documentazione è conservata dalla società.

Art. 20. Adunanze del consiglio di amministrazione. Il Presidente convoca il Consiglio di Amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli Amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

In caso di assenza o impedimento del Presidente le riunioni del Consiglio di Amministrazione devono essere convocate dal Consigliere più anziano di età in relazione al quale non ricorra alcuna causa di impedimento.

La convocazione avviene mediante avviso inviato a tutti gli Amministratori, al Sindaco o ai Sindaci effettivi, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, almeno 3 (tre) giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno 1 (uno) giorno prima.

Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

Il Consiglio si raduna presso la sede sociale o anche altrove, purché nel territorio della Repubblica Italiana ovvero di Paese facente parte dell'Unione Europea.

Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Consiglieri in carica ed il Sindaco o i Sindaci effettivi, se nominati.

E' ammessa la possibilità che le adunanze del Consiglio si tengano per teleconferenza o video-conferenza a condizione che:

- il Presidente possa identificare e accertare la legittimazione di tutti i partecipanti, constatare e proclamare i risultati delle votazioni;
- sia consentito agli intervenuti seguire la discussione ed intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati;
- sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli interventi oggetto della verbalizzazione;
- vengano indicate nell'avviso di convocazione tutte le informazioni necessarie (eventuali luoghi audio/video collegati; numero telefonico e/o server e indirizzo internet da utilizzarsi) per consentire agli aventi diritto di intervenire alla riunione di collegarsi in teleconferenza; verificandosi tali requisiti la riunione di consiglio si considererà tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente della riunione e dove pure deve trovarsi il Segretario onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo Libro.

Art. 21. Poteri dell'Organo Amministrativo. Il Consiglio di Amministrazione è investito dei più ampi poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione ed ha quindi la facoltà di compiere tutti gli atti che ritiene opportuni per l'attuazione ed il raggiungimento degli scopi sociali, escluso soltanto quelli che la legge riserva in modo inderogabile alle decisioni dei soci.

Il Consiglio di Amministrazione ha quindi, tra le altre, la facoltà di acquistare, vendere, permutare, concedere e prendere in locazione immobili, mobili registrati, aziende o rami di azienda e mobili, conferirli in altre Società costituite o costituende, stipulare mutui attivi e passivi di qualunque genere ivi compresi quelli a medio e lungo termine e di credito fondiario, effettuare qualsiasi operazione finanziaria, rilasciare avalli, fidejussioni, garanzie di qualunque natura ivi comprese quelle reali, assumere partecipazioni ed interessenze per gli effetti di cui all'art. 4 del presente Statuto, acconsentire ad iscrizioni, cancellazioni e annullamenti ipotecari, rinunciare ad ipoteche legali ed esonerare i Conservatori dei Registri Immobiliari e di ogni altro Pubblico Registro da responsabilità, stipulare contratti di qualunque natura con amministrazioni pubbliche e private, obbligare cambiariamente la Società, transigere e compromettere in arbitri anche amichevoli compositori, nei casi non vietati dalla legge, autorizzare e compiere qualsiasi operazione presso gli Istituti di Credito, gli Uffici del Debito Pubblico, della Cassa Depositi e Prestiti e presso ogni altro Ufficio pubblico o privato, nominare direttori, institori, procuratori ad negotia e mandatari in genere per determinati atti o categorie di atti.

In sede di nomina possono tuttavia essere indicati limiti ai poteri degli Amministratori.

Il Consiglio elegge fra i suoi componenti un Presidente, se non vi ha provveduto l'assemblea, può nominare fra i suoi componenti uno o più Amministratori Delegati o un Comitato Esecutivo o conferire speciali incarichi a singoli Amministratori, delegando agli stessi i suoi poteri.

Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'articolo 2475, comma quinto Cod. Civ.

In caso di nomina di un Amministratore Unico ad esso spettano tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione che per statuto spettano al Consiglio di Amministrazione.

Al Consiglio di Amministrazione ed all'Amministratore Unico spetta la facoltà di nominare procuratori ad negotia per determinati atti o categorie di atti, nel rispetto di eventuali limitazioni di poteri.

Art. 22. Rappresentanza. L'Amministratore Unico o il Presidente del Consiglio di Amministrazione hanno la firma sociale e la legale rappresentanza della Società nell'ambito e per l'esercizio dei poteri a lui attribuiti.

In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, la rappresentanza della società spetta anche ai singoli Consiglieri delegati, se nominati, per l'esercizio dei poteri ad essi conferiti.

Il Presidente ed i Consiglieri delegati hanno inoltre la firma sociale e la rappresentanza della Società per l'esecuzione delle deliberazioni del Consiglio.

La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori ed ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

Art. 23. Compensi degli amministratori. Agli Amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

I soci possono inoltre assegnare agli Amministratori un'indennità annuale in isura fissa, ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, fioncté determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

In caso di nomina di un comitato esecutivo o di consiglieri delegati, il loro compenso è stabilito dal Consiglio di Amministrazione al momento della nomina.

Art. 24. Controllo legale dei conti. La società nominerà il Sindaco o qualora lo ritenesse più opportuno Il Collegio sindacale quando è obbligatorio per Legge o per deliberazione dell'assemblea ed in entrambi i casi la nomina, le competenze, i doveri ed i poteri del Sindaco o del Collegio sindacale e la composizione di quest'ultimo sono disciplinati dalle disposizioni del Codice Civile in tema di società a responsabilità limitata ed in quanto compatibili in tema di società per azioni.

L'incarico di controllo legale sarà conferito quando è obbligatorio per Legge o per deliberazione dell'Assemblea.

L'Assemblea può conferire l'incarico di controllo legale dei conti ad un revisore legale o ad una Società di revisione ovvero all'unico Sindaco (o al Collegio Sindacale nel caso avesse optato per l'organo collegiale) nel rispetto delle disposizioni di Legge; in ogni caso per il conferimento dell'incarico, per i poteri, funzioni e competenze dei suddetti organi si applicano le disposizioni del Codice civile in materia di controllo legale dei conti delle società a responsabilità limitata ed in quanto compatibili delle società per azioni.

Art. 25. Bilancio ed utili. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno. Alla fine di ogni esercizio l'Organo Amministrativo provvede, in conformità delle prescrizioni di legge, alla formazione del bilancio sociale e lo presenta ai soci per l'approvazione entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale; il bilancio può essere presentato ai soci entro 180 (centottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale qualora, a giudizio dell'Organo Amministrativo, lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura e/o all'oggetto della società ovvero nel caso la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato.

Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, verranno ripartiti tra i soci in proporzione alla partecipazione da ciascuno posseduta, salvo diversa decisione dei soci.

Il pagamento degli utili viene effettuato presso le casse designate dall'Organo Amministrativo entro i termini annualmente fissati dallo stesso.

Gli utili non riscossi entro il quinquennio dal giorno in cui divennero esigibili si prescrivono in favore della società.

Art. 26. Scioglimento e liquidazione. La società si scioglie per le cause previste dalla legge e pertanto:

- a. per il decorso del termine;
- b. per il conseguimento dell'oggetto sociale o per la sopravvenuta impossibilità a conseguirlo, salvo che l'assemblea, all'uopo convocata entro trenta giorni, non deliberi le opportune modifiche statutarie;
- c. per l'impossibilità di funzionamento o per la continuata inattività dell'assemblea;
- d. per la riduzione del capitale al di sotto del minimo legale, salvo quanto è disposto dall'articolo 2482- ter c.c.;
- e. nell'ipotesi prevista dall'articolo 2473 c.c.;
- f. per deliberazione dell'assemblea;
- g. per le altre cause previste dalla legge.

L'assemblea, se del caso convocata dall'Organo Amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- il numero dei liquidatori;
- in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del Consiglio di Amministrazione, in quanto compatibile;
- a chi spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

Art. 27. Clausola Arbitrale. Qualsiasi controversia dovesse insorgere tra i soci ovvero tra i soci e la società, gli amministratori, i liquidatori, il Sindaco o il revisore se nominati, che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, dovrà essere risolta da un arbitro nominato dal Presidente della Camera Arbitrale nazionale ed internazionale del luogo ove ha sede la società, il quale dovrà provvedere alla nomina entro 30 (trenta) giorni dalla richiesta avanzata in forma scritta dalla parte più diligente.

Nel caso in cui il soggetto designato non vi provveda nel termine previsto, la nomina sarà richiesta, dalla parte più diligente, al Presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede la società.

La sede dell'Arbitrato è stabilita, nell'ambito della Provincia in cui ha sede la società, dall'arbitro.

L'arbitro dovrà decidere entro 90 (novanta) giorni dalla nomina. L'arbitro deciderà in via irrituale secondo diritto, con dispensa da ogni formalità di procedura, senza obbligo di deposito del lodo, pronunciandosi anche sulle spese dell'arbitrato. Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni dell'arbitro vincoleranno le parti. Per quanto non previsto, si applicano le disposizioni del D. Lgs. 17 gennaio 2003, n. 5. La soppressione della presente clausola compromissoria deve essere approvata con decisione dei soci con la maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi 90 (novanta) giorni, esercitare il diritto di recesso ai sensi dell'articolo 9). Le modifiche del contenuto della presente clausola compromissoria devono essere approvate con decisione dei soci con la maggioranza prevista per le modifiche statutarie.

Art. 28. Rinvio alla legge. Per tutto quanto non espressamente previsto nell'atto costitutivo o nel presente Statuto, si applicano le norme del Codice Civile e delle altre leggi in materia nonché, in quanto compatibili, le norme del Codice Civile in materia di Società per azioni.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à EUR 1.250.-.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Françoise HÜBSCH, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 02 avril 2014. Relation GRE/2014/1346. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société.

Junglinster, le 7 avril 2014.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2014054296/447.

(140061696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

AM Global Holding Bis, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.000.800.000,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 24-26, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 103.018.

Avec date d'effet au 10 avril 2014, la société AM Global Holding, société à responsabilité limitée, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 102898, a transféré son siège social du 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, au 24-26, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014055824/13.

(140064664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

AMO Holding 17 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 200.000.000,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 24-26, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 135.801.

Avec date d'effet au 16 avril 2014, la société AMO Holding 11 S.A., société anonyme, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 135572, a transféré son siège social du 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, au 24-26, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014055825/13.

(140064705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Total Howald S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5885 Hesperange, 235A, rue de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 43.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014055697/9.

(140063478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Close International, Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 62, rue de Koerich.
R.C.S. Luxembourg B 135.359.

Je soussigné Monsieur Gérard CAPRASSE, domicilié rue de Burnontige, 38 à B-4190 FERRIERES, démissionne de mon mandat d'administrateur de la S.A. CLOSE INTERNATIONAL, rue de Koerich, 62 à L-8437 STEINFORT, matricule 20072243073, à dater du 1^{er} avril 2014.

Fait à Steinfort, le 31/03/2014.

Gérard CAPRASSE.

Référence de publication: 2014055896/11.

(140064631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Axis 10 Sports Consulting Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 186.179.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the third day of April,
before, Maître MartineSCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1) Dieter Prestin, businessman, born on 23rd August 1956 in Hürth, Germany, residing at Knoileweg 10, 86977 Burggen, Germany,

here represented by Stefan Lambert, businessman, professionally residing in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal;

2) LS8 Consulting S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, whose registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies is pending and having a share capital of EUR 15,000,

here represented by Stefan Lambert, businessman, professionally residing in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal;

3) José Bray, businessman, born on 23rd December 1964 in Villeneuve-Saint-Georges, France, residing at 14, rue Hélène Vagliano, 06400 Cannes, France,

here represented by Stefan Lambert, businessman, professionally residing in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal;

4) LFDI S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, whose registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies is pending and having a share capital of EUR 12,500,

here represented by Stefan Lambert, manager, professionally residing in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg,

5) Monocerus S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, whose registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies is pending and having a share capital of EUR 12,500,

here represented by Stefan Lambert, businessman, professionally residing in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal;

6) Jürgen Dörr, businessman, born on 5th November 1966 in Nördlingen, Germany, residing at 24, rue du Lavoir, 3358 Leudelange, Luxembourg,

here represented by Stefan Lambert, businessman, professionally residing in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal;

7) Fernando Mendes, businessman, born on 15th August 1960 in Mortagua, Portugal, residing at 11, Rue Robert Schumann, 4779 Petange, Luxembourg,

here represented by Stefan Lambert, businessman, professionally residing in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal;

8) Donald De Rijcke, businessman, born on 10th November 1960 in Deinze, Belgium, residing at 67, rue de la Gare, 6440 Echternach, Luxembourg,

here represented by Stefan Lambert, businessman, professionally residing in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal;

9) Marco Prestin, businessman, born on 11th August 1986 in Frechen, residing at Köln-Aachener-Str. 30a, 50127 Bergheim, Germany,

here represented by Stefan Lambert, businessman, professionally residing in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal; and

10) Kristian Dobrev, businessman, born on 22nd October 1988 in Sofia, Bulgaria, residing at Edward Keurvelsstraat 3, 2610 Wilrijk, Belgium,

here represented by Stefan Lambert, businessman, professionally residing in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Said proxies, after having been initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "AXIS 10 SPORTS CONSULTING GROUP S.à r.l." (the Company).

Art. 2. Corporate object. The Company may offer to professional soccer players, agents thereof and soccer clubs a referral and advisory service addressing various needs arising from the international cross-border nature of today's soccer business and covering benefits issues, insurance/coverage matters, protection services, transfer questions, investment opportunities and retirement arrangements.

The Company's referral service will be offered by the Company directly and in some cases on behalf of the Company by former professional soccer players with an active and comprehensive network among soccer players in the country/region in which they used to operate.

The Company will put in contact regularly and against remuneration, a football player or an athlete and a club for a transfer, respectively, or a contractual commitment of any nature whatsoever, and also connect clubs to each other for the same here above described purposes.

The Company can execute all kind of commercial, technical transactions of financial character, or related to real estate or financial ones, in a direct or indirect relationship with the above described business model, so to facilitate the realization or extension of its business goal.

For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated commercial, insurance and financial sector activities without having previously obtained such requisite authorization(s).

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500 (Euro twelve thousand five hundred) represented by 1,250,000 (one million two hundred fifty thousand) shares having a nominal value of EUR 0.01 (one Euro cent) per share.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 17 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorized by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares causa mortis to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Notwithstanding the foregoing, any transfer of shares in the Company will have to comply with the transfer provisions contained in any shareholders' agreement entered into between the shareholders of the Company from time to time.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves or funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 17 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company.

Art. 12. Management. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers which shall be composed of at least one (1) A manager and one (1) B manager. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in all circumstances in the name and on behalf of the Company and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of the shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, at least one (1) A manager and one (1) B manager of the Company may sub-delegate his or their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The manager, or in case of plurality of managers, any A manager and any B manager, acting jointly, may appoint a person professionally residing in Luxembourg, being a manager of the Company, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerning the daily management and affairs of the Company (the Daily Manager).

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented, including at least one (1) A manager and one (1) B manager. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers including at least one (1) A manager and one (1) B manager.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting, including at least one (1) A manager and one (1) B manager.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting

to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by any managers attending the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the sole signature of the sole manager, (ii) in case of plurality of managers, by the joint signature of one class A manager and one class B manager, (iii) as the case may be, by the joint or single signature(s) of any person(s) to whom special and limited signatory power has been validly delegated in accordance with article 12 of these articles of association and (iv) by the sole signature of the Daily Manager appointed as the case may be, to that effect in accordance with the provisions of the article 12 of the articles of association.

Art. 14. Reserved board matters. Notwithstanding any other provisions under the articles of association, the following matters shall exclusively be undertaken by the Company with prior board of managers' consent:

- (capital) commitments by the Company exceeding an amount of EUR 25,000 on a case by case basis;
- incorporation of subsidiaries whether in Luxembourg or abroad;
- entry into and performance by the Company under agreements of any nature, the term of which exceeds 3 years and that create (capital) commitments for the Company in excess of EUR 25,000;
- entry into and performance by the Company under agreements of any nature and irrespective of their term, that create (capital) commitments for the Company in excess of EUR 25,000;
- the sale or transfer of any shares in the Company.

Art. 15. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 16. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 17. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 18. Financial year. The Company's year starts on the 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 19. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 20. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends. If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, has the right to claim the reimbursement of dividends not

corresponding to profits actually earned and the shareholders of the Company must immediately refund the excess to the Company if so required by the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers.

Art. 21. Liquidation. At the time of winding up of the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 22. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor (commissaire) if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor (réviseur d'entreprises agréé) needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 23. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and payment

All shares have been subscribed as follows:

Dieter Prestin, prenamed:	147,059 (one hundred forty-seven thousand fifty-nine) shares;
LS8 Consulting S.à r.l., prenamed:	147,059 (one hundred forty-seven thousand fifty-nine) shares;
José Bray, prenamed:	147,059 (one hundred forty-seven thousand fifty-nine) shares;
LFDI S.à r.l., prenamed:	73,529 (seventy-three thousand five hundred and twenty-nine) shares;
Monocerus S.à r.l., prenamed:	73,530 (seventy-three thousand five hundred thirty) shares;
Jürgen Dörr, prenamed:	147,059 (one hundred forty-seven thousand fifty-nine) shares;
Fernando Mendes, prenamed:	147,059 (one hundred forty-seven thousand fifty-nine) shares;
Donald De Rijcke, prenamed:	147,059 (one hundred forty-seven thousand fifty-nine) shares;
Marco Prestin, prenamed:	73,529 (seventy-three thousand five hundred and twenty-nine) shares;
Kristian Dobrev, prenamed:	147,058 (one hundred forty-seven thousand fifty-eight) shares.
Total:	<u>1,250,000 (one million two hundred fifty thousand) shares.</u>

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of EUR 12,500 (Euro twelve thousand five hundred) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2014.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Extraordinary general meeting of the shareholders

Immediately after the incorporation, the shareholders representing the entire subscribed capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers (gérants) is set at 3 (three).

a. The following persons are appointed as A managers of the Company for an unlimited period of time:

Dieter Prestin, born on 23rd August 1956 in Hürth, Germany, residing at Knoileweg 10, 86977 Burggen, Germany;

Louis Saha, born on 8th August 1978 in Paris, France, residing at 65, Allée St Barthélemy, 06250 Mougins, France.

b. The following person is appointed as B manager of the Company for an unlimited period of time:

Stefan Lambert, born on 8 January 1964 in Trier, Germany, residing at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is established at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed, together with the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am dritten April,

vor Maître Martine SCHAEFFER, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1) Dieter Prestin, Unternehmer, geboren am 23. August 1956 in Hürth, Deutschland, wohnhaft in Knoileweg 10, 86977 Burggen, Deutschland,

hier vertreten durch Stefan Lambert, Unternehmer, mit Geschäftsadresse in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, aufgrund einer unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht;

2) LS8 Consulting S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Gesellschaftssitz in 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, noch nicht eingetragen beim Handelsregister von Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 15,000,

hier vertreten durch Stefan Lambert, Unternehmer, mit Geschäftsadresse in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, aufgrund einer unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht;

3) José Bray, Unternehmer, geboren am 23. Dezember 1964 in Villeneuve-Saint-Georges, Frankreich, wohnhaft in 14, rue Hélène Vagliano, 06400 Cannes, Frankreich,

hier vertreten durch Stefan Lambert, Unternehmer, mit Geschäftsadresse in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, aufgrund einer unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht;

4) LFDI S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Gesellschaftssitz in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, noch nicht eingetragen beim Handelsregister von Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12,500,

hier vertreten durch Stefan Lambert, Geschäftsführer, mit Geschäftsadresse in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg

5) Monocerus S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Gesellschaftssitz in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, noch nicht eingetragen beim Handelsregister von Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12,500,

hier vertreten durch Stefan Lambert, Unternehmer, mit Geschäftsadresse in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, aufgrund einer unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht;

6) Jürgen Dörr, Unternehmer, geboren am 5. November 1966 in Nördlingen, Deutschland, wohnhaft in 24, rue du Lavoir, 3358 Leudelange, Luxembourg,

hier vertreten durch Stefan Lambert, Unternehmer, mit Geschäftsadresse in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, aufgrund einer unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht;

7) Fernando Mendes, Unternehmer, geboren am 15. August 1960 in Mortagua, Portugal, wohnhaft in 11, Rue Robert Schumann, 4779 Petange, Luxembourg,

hier vertreten durch Stefan Lambert, Unternehmer, mit Geschäftsadresse in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, aufgrund einer unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht;

8) Donald de Rijcke, Unternehmer, geboren am 10. November 1960 in Deinze, Belgien, wohnhaft in 67, rue de la Gare, L-6440 Echternach, Großherzogtum Luxemburg,

hier vertreten durch Stefan Lambert, Unternehmer, mit Geschäftsadresse in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, aufgrund einer unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht;

9) Marco Prestin, Unternehmer, geboren am 11. August 1986 in Frechen, Deutschland, wohnhaft in Köln-Aachener-Str. 30a, 50127 Bergheim, Deutschland,

hier vertreten durch Stefan Lambert, Unternehmer, mit Geschäftsadresse in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, aufgrund einer unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht;

10) Kristian Dobrev, Unternehmer, geboren am 22. Oktober 1988 in Sofia, Bulgarien, wohnhaft in Edward Keurvelsstraat 3, 2610 Wilrijk, Belgien,

hier vertreten durch Stefan Lambert, Unternehmer, mit Geschäftsadresse in 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, aufgrund einer unter Privatschrift ausgestellten Vollmacht

Diese Vollmachten werden, nach Unterzeichnung ne varietur durch den Vertreter der Erschienenen und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser Urkunde zur Eintragung eingereicht.

In seiner oben angegebenen Eigenschaft ersuchen die Erschienenen den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Firma "AXIS 10 SPORTS CONSULTING GROUP S.à r.l." (die Gesellschaft).

Art. 2. Gesellschaftszweck. Die Gesellschaft wird professionellen Fußballspielern, Agenten und Fußballvereinen einen Empfehlungs- und Beratungsservice anbieten, der die vielfältigen Bedürfnisse, die sich aus dem grenzüberschreitenden Charakter des heutigen Fußballgeschäfts ergeben, berücksichtigt und der Fragen der finanziellen Absicherung, des Versicherungsschutzes, der Transferbedingungen, Investmentchancen und die Vorbereitung des Ruhestandes umfasst.

Der Empfehlungsservice der Gesellschaft wird entweder direkt durch die Gesellschaft selbst oder in bestimmten Fällen durch ehemalige professionelle Fußballspieler im Namen der Gesellschaft erbracht, die über ein aktives und umfassendes Netzwerk von Fußballspielern in dem Land bzw. der Region in der sie früher beruflich tätig waren, verfügen.

Die Gesellschaft wird regelmäßig gegen Vergütung Fußballspieler bzw. Sportler und Vereine zum Zwecke eines Transfers bzw. einer sonstigen vertraglichen Vereinbarung zusammenführen sowie Vereine miteinander in Verbindung bringen zu denselben zuvor beschriebenen Zwecken.

Die Gesellschaft kann alle Aktivitäten wirtschaftlicher, technischer und finanzieller Art ausführen und Grundbesitz bzw. Immobilien erwerben, soweit derartige Aktivitäten in direktem oder indirektem Zusammenhang mit ihrem Geschäftsmodell stehen oder der Verwirklichung des Geschäftsmodells bzw. des Gesellschaftszwecks förderlich sind.

Es wird klargestellt, dass die Gesellschaft keine aufsichtsrechtlich geregelte Tätigkeit gewerblicher oder versicherungsgeschäftlicher Art oder im Bereich des Finanzsektors ausüben darf, ohne zuvor die hierfür erforderliche Zulassung erhalten zu haben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt.

Durch einfachen Beschluss der Gesellschafterversammlung kann der Gesellschaftssitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Stadt Luxemburg durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrats verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Büros und Zweigniederlassungen im Inland und Ausland errichten und unterhalten.

Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 12,500 (Euro zwölftausendfünfhundert), eingeteilt in 1,250,000 (eine Million zweihundertfünfzigtausend) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Euro-Cent) pro Anteil.

Art. 6. Änderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit gemäß Artikel 17 dieser Satzung durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung geändert werden.

Art. 7. Gewinnbeteiligung. Jedem Anteil entspricht ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.

Art. 8. Unteilbarkeit der Anteile. Gegenüber der Gesellschaft sind einzelne Anteile unteilbar; pro Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person als ihren Vertreter benennen.

Art. 9. Übertragung von Gesellschaftsanteilen. Anteile eines Alleingeschafters sind frei übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern kann die Übertragung von Anteilen auf Dritte im Wege eines Rechtsgeschäfts unter Lebenden nur mit Genehmigung durch die Gesellschafterversammlung erfolgen, wobei für eine solche Genehmigung eine Mehrheit nach Stimmen von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals erreicht werden muss. Für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern der Gesellschaft bedarf es einer solchen Genehmigung nicht.

Die Übertragung der Anteile an Dritte im Falle des Todes eines Geschafters bedarf der Zustimmung von mindestens drei Vierteln der überlebenden Geschafter.

In jedem Fall müssen die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (das Gesetz von 1915) beachtet werden.

Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen, muss jede Übertragung von Gesellschaftsanteilen der Gesellschaft die dafür in einem Geschaftsvertrag vorgesehenen Übertragungsbestimmungen beachten, den die Geschafter der Gesellschaft von Zeit zu Zeit unterzeichnet haben mögen.

Art. 10. Rückkauf von Anteilen. Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie dafür über genügend verfügbare Reserven verfügt.

Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses durch die Geschaftersammlung bzw. durch einen entsprechenden Alleingeschaftersbeschluss und nur zu den im zum Eigenanteilerwerb ermächtigenden Beschluss festgelegten Bedingungen erwerben oder veräußern. Derartige Beschlüsse unterliegen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der erforderlichen Mehrheit den in Artikel 17 der Satzung vorgeschriebenen Voraussetzungen einer Satzungsänderung.

Art. 11. Tod, Aberkennung der bürgerlichen Rechte, Zahlungsunfähigkeit oder Konkurs der Geschafter. Die Existenz der Gesellschaft bleibt unberührt vom Tode, der Aberkennung der bürgerlichen Rechte, der Zahlungsunfähigkeit oder dem Konkurs eines Geschafters. Dies gilt auch im Falle eines Alleingeschafters.

Art. 12. Geschäftsführung. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Wenn mehrere Geschäftsführer bestellt werden, bilden diese einen Geschäftsführerrat, der stets zumindest einen Geschäftsführer der Kategorie A und einen Geschäftsführer der Kategorie B beinhalten muss. Der (die) Geschäftsführer muss (müssen) kein(e) Geschafter sein. Der (die) Geschäftsführer wird (werden) durch die Geschaftersammlung ernannt, abberufen und ersetzt, wobei eine Mehrheit nach Stimmen erreicht werden muss, die mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertritt.

Die Geschaftersammlung kann jederzeit den Geschäftsführer, oder wenn mehrere Geschäftsführer bestellt wurden, jeden von ihnen ad nutum (ohne Angabe von Gründen) abberufen und ersetzen.

Der oder die Geschäftsführer haben umfassende Vertretungsmacht, die Gesellschaft gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten zu vertreten und alle Handlungen und (Rechts-)Geschäfte, die in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen, sofern die Regelungen dieses Artikels 12 beachtet werden.

Der Geschäftsführer oder, bei einer Mehrzahl von Geschäftsführern, der Geschäftsführerrat, ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugewiesen sind.

Der Geschäftsführer, oder, im Fall einer Mehrzahl von Geschäftsführern, ein Geschäftsführer der Kategorie A und ein Geschäftsführer der Kategorie B gemeinschaftlich, kann bzw. können seine/ihre Befugnisse für bestimmter Handlungen an einen oder mehrere ad hoc-Bevollmächtigte delegieren. Der Geschäftsführer, oder im Fall von mehreren Geschäftsführern, die jeweiligen Geschäftsführer, der (die) seine (ihre) Befugnisse delegiert (delegieren), legt (legen) den Umfang der Vollmacht und die Vergütung des Bevollmächtigten (wenn das Mandat vergütet wird), die Dauer der Bevollmächtigung und alle anderen relevanten Bedingungen der Vollmachterteilung fest.

Der Geschäftsführer, oder, im Fall einer Mehrzahl von Geschäftsführern, jeder Geschäftsführer der Kategorie A mit einem Geschäftsführer der Kategorie B gemeinschaftlich, kann bzw. können eine Person, die in Luxemburg geschäftsanässig ist und Geschäftsführer der Gesellschaft ist, ermächtigen, die Gesellschaft in allen Angelegenheiten und Belangen des Tagesgeschäfts der Gesellschaft zu vertreten (der Tagesgeschäftsbeauftragte).

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, werden die Beschlüsse des Geschäftsführerrates mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst, die zumindest einen Geschäftsführer der Kategorie A und einen Geschäftsführer der Kategorie B beinhalten muss. Wenn die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, ist der Geschäftsführerrat nur dann beschlussfähig, wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist, und zumindest ein Geschäftsführer der Kategorie A und ein Geschäftsführer der Kategorie B anwesend oder vertreten sind.

Der Geschäftsführerrat kann einen Vorsitzenden auf Zeit für jede Sitzung des Geschäftsführerrates bestimmen. Sofern ein Vorsitzender gewählt worden ist, führt dieser den Vorsitz der Sitzung, für die er gewählt wurde. Der Vorsitzende auf Zeit, sofern einer gewählt worden ist, wird von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gewählt, einschließlich eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, muss jede Sitzung wenigstens 24 (vierundzwanzig) Stunden im Voraus schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail gegenüber jedem Geschäftsführer einberufen werden, außer im Falle von Dringlichkeit. Eine Sitzung des Geschäftsführerrates kann von jedem Geschäftsführer einzeln einberufen werden. Wenn alle Geschäftsführer, ob anwesend oder vertreten, in der Sitzung erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann auf die Einberufung verzichtet werden. Wenn eine Sitzung des Geschäftsführerrates zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die zuvor in einem Beschluss des Geschäftsführerrates festgelegt wurden, ist eine gesonderte Einberufung entbehrlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich vertreten lassen, indem er per Brief, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, die es den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern erlauben, persönlich ausgewiesen zu sein und an der Beratung des Geschäftsführerrates teilzunehmen. Ein Geschäftsführer, der an einer Sitzung des Geschäftsführerrates im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz, oder über ähnliche Kommunikationsmittel teilnimmt, gilt als persönlich anwesend; eine derartige Teilnahme an einer Sitzung des Geschäftsführerrates über Fernkommunikationsmittel gilt als eine persönliche Teilnahme des Geschäftsführers an der Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten. Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden in einem Sitzungsprotokoll festgehalten, welches am Sitz der Gesellschaft aufzubewahren ist und von den an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführern, im Falle einer von einem Vorsitzenden geleiteten Sitzung von diesem, zu unterzeichnen ist. Vertretungsvollmachten, sofern solche ausgestellt wurden, sind dem Sitzungsprotokoll als Anlage beizufügen.

Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse des Geschäftsführerrates auch auf schriftlichen Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) und aus einem oder mehreren Dokumenten, bestehen, die die Beschlüsse enthalten, wenn sie von allen Mitgliedern des Geschäftsführerrates unterschrieben werden. Als Datum der Beschlussfassung eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift. Ein Umlaufbeschluss gilt als Sitzung des Geschäftsführerrates, die in Luxemburg stattgefunden hat.

Art. 13. Zeichnungsbefugnis und Vertretung der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird in allen Angelegenheiten gegenüber Dritten wirksam vertreten und verpflichtet durch (i) die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers, wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, (ii) die gemeinschaftliche Unterschrift eines Geschäftsführer der Kategorie A und eines Geschäftsführer der Kategorie B im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, (iii) die alleinige oder gemeinschaftliche Unterschrift des bzw. der ad hoc - Bevollmächtigten, dem bzw. den gemäß den Bestimmungen des Artikels 12 dieser Satzung gegebenenfalls eine Vollmacht erteilt wurde bzw. wurden und (iv) die alleinige Unterschrift des Tagesgeschäftsbeauftragten, der gegebenenfalls gemäß den Bestimmungen des Artikels 12 dieser Satzung mit dem Tagesgeschäft der Gesellschaft betraut worden ist.

Art. 14. Dem Geschäftsführerrat vorbehaltenen Angelegenheiten. Ungeachtet anderslautender Bestimmungen dieser Satzung können die folgenden Angelegenheiten durch die Gesellschaft nur mit vorheriger Zustimmung des Geschäftsführerrates getätigt werden:

- das Eingehen durch die Gesellschaft von rechtlichen Verpflichtungen, die einen Betrag von EUR 25.000 im Einzelfall überschreiten;
- die Gründung von Tochtergesellschaften der Gesellschaft in Luxemburg oder im Ausland;
- der Abschluss und der Vollzug durch die Gesellschaft von Verträgen jeglicher Art, deren Dauer 3 Jahre überschreitet und die (Zahlungs-)Verpflichtungen für die Gesellschaft begründen, die einen Betrag von EUR 25.000 übersteigen;
- der Abschluss und der Vollzug durch die Gesellschaft von Verträgen jeglicher Art, unabhängig von einer Vertragsdauer, die (Zahlungs-)Verpflichtungen für die Gesellschaft begründen, die einen Betrag von EUR 25.000 übersteigen;
- die Veräußerung von Gesellschaftsanteilen der Gesellschaft.

Art. 15. Verbindlichkeiten des Geschäftsführers/der Geschäftsführer. Der/die Geschäftsführer (je nachdem) haftet/en nicht persönlich für im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß im Namen der Gesellschaft eingegangene Verbindlichkeiten.

Art. 16. Generalversammlung der Gesellschafter. Eine jährliche Generalversammlung des Alleingesellschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern der Gesellschafter wird am Sitz der Gesellschaft abgehalten, oder an jedem anderen in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes befindlichen Ort, der im Einberufungsschreiben angegeben wird.

Andere Versammlungen des Alleingesellschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern der Gesellschafter können jederzeit an jedem beliebigen Ort abgehalten werden, der im jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben wird.

Solange die Gesellschaft nicht mehr als 25 (fünfundzwanzig) Gesellschafter hat, dürfen Gesellschafterbeschlüsse schriftlich von allen Gesellschaftern gefasst werden, ohne dass es einer Generalversammlung bedarf. In diesem Fall, muss ein präziser Entwurf des Beschlusses oder der anzunehmenden Beschlüsse an jeden Gesellschafter geschickt werden, und jeder Gesellschafter gibt seine Stimme schriftlich ab (die Abstimmung kann durch Brief, Fax oder E-Mail erfolgen).

Art. 17. Stimmrecht der Gesellschafter, Beschlussfähigkeit und Mehrheit. Ein Alleingesellschafter vereinigt alle Befugnisse der Gesellschafterversammlung auf sich.

Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern hat jeder Gesellschafter das Recht, an gemeinsamen Entscheidungen teilzunehmen, unabhängig von seiner Kapitalbeteiligung. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie Anteile auf ihn entfallen. Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern werden gemeinsame Beschlüsse rechtskräftig angenommen, wenn sie durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

Änderungen der Satzung der Gesellschaft können gemäß dem Gesetz von 1915 jedoch nur durch eine Mehrheit von Gesellschaftern verabschiedet werden, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals auf sich vereinigen; die Änderung der Nationalität der Gesellschaft kann nur einstimmig beschlossen werden.

Art. 18. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 19. Finanzberichte. Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern, vom Geschäftsführerrat, aufgestellt.

Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 20. Gewinnverteilung - Rücklagen. Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5%) für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden, bis sich diese Rücklage betragsmäßig auf zehn Prozent (10%) des gezeichneten Gesellschaftskapitals der Gesellschaft beläuft. Die Gesellschafterversammlung entscheidet wie der restliche Jahresreingewinn verwendet wird. Der Geschäftsführer oder, bei einer Mehrzahl von Geschäftsführern, die Geschäftsführer, kann bzw. können beschließen, Zwischendividenden auszuzahlen. Falls die ausgezahlten Zwischendividenden die zur Ausschüttung verfügbaren Gewinne am Ende eines Geschäftsjahres überschreiten, ist der Geschäftsführer, oder im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, der Geschäftsführerrat dazu befugt, die zu Unrecht als Zwischendividenden gezahlten Summen von den Gesellschaftern zurückzufordern und die Gesellschafter sind dazu verpflichtet, die so zurückgeforderten Summen der Gesellschaft umgehend zu erstatten.

Art. 21. Auflösung - Abwicklung. Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren, die Gesellschafter sein können, durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt.

Art. 22. Aufsicht und Kontrolle. Gemäß Artikel 200 des Gesetzes von 1915 muss die Gesellschaft einen Wirtschaftsprüfer (commissaire) ernennen, wenn sie mehr als 25 (fünfundzwanzig) Gesellschafter hat. Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) muss ernannt werden, wenn die Befreiung nach Artikel 69 (2) des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 über das Handelsregister und die Buchführung von Gesellschaften keine Anwendung findet.

Art. 23. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung ausdrücklich geregelt werden, unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915.

Zeichnung und Einzahlung

Alle Anteile der Gesellschaft wurden wie folgt gezeichnet:

Dieter Prestin, vorstehend bezeichnet:	147.059 (einhundertsiebenundvierzigtausendneunundfünfzig) Anteile;
LS8 Consulting S.à r.l., vorstehend bezeichnet:	147.059 (einhundertsiebenundvierzigtausendneunundfünfzig) Anteile;
José Bray, vorstehend bezeichnet:	147.059 (einhundertsiebenundvierzigtausendneunundfünfzig) Anteile;
LFDI S.à r.l., vorstehend bezeichnet:	73.529 (dreiundsiebzigtausendfünfhundertneunundzwanzig) Anteile;
Monocerus S.à r.l., vorstehend bezeichnet:	73.530 (dreiundsiebzigtausendfünfhundertdreißig) Anteile;
Jürgen Dörr, vorstehend bezeichnet:	147.059 (einhundertsiebenundvierzigtausendneunundfünfzig) Anteile;
Fernando Mendes, vorstehend bezeichnet:	147.059 (einhundertsiebenundvierzigtausendneunundfünfzig) Anteile;
Donald De Rijcke, vorstehend bezeichnet:	147.059 (einhundertsiebenundvierzigtausendneunundfünfzig) Anteile;
Marco Prestin, vorstehend bezeichnet:	73.529 (dreiundsiebzigtausendfünfhundertneunundzwanzig) Anteile;
Kristian Dobrev, vorstehend bezeichnet:	147.058 (einhundertsiebenundvierzigtausendachtundfünfzig) Anteile.
Gesamt:	1.250.000 (eine Million zweihundertfünfzigtausend) Anteile.

Alle Anteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von EUR 12.500 (zwölftausendfünfhundert) ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht; ein entsprechender Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar gegenüber erbracht.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2014.

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft für diese Gründungsurkunde entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf circa eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400.-).

Ausserordentliche Generalversammlung der Gesellschafter

Im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft haben die eingangs genannten Gesellschafter, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital der Gesellschaft auf sich vereinigen, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Geschäftsführerrat hat 3 (drei) Mitglieder.

a) Zu Geschäftsführern der Kategorie A der Gesellschaft werden folgende Personen für eine unbestimmte Zeit ernannt:

Dieter Prestin, Unternehmer, geboren am 23. August 1956 in Hürth, Deutschland, wohnhaft in Knoileweg 10, 86977 Burggen, Deutschland, und

Louis Saha, geboren am 8. August 1978 in Paris, Frankreich, wohnhaft in 65, Allée St Barthélemy, 06250 Mougins, Frankreich.

b) Zum Geschäftsführer der Kategorie B der Gesellschaft wird folgende Person für eine unbestimmte Zeit ernannt:

Stefan Lambert, geboren am 8. Januar 1964 in Trier, Deutschland, mit Geschäftsadresse in 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxemburg.

2. Als Sitz der Gesellschaft wird folgender Ort festgelegt: 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erschienenen Parteien, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst und mit einer deutschen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des englischen vom deutschen Text der englische Text maßgebend ist.

Worüber die vorliegende Urkunde zum eingangs genannten Datum in Luxemburg erstellt wird.

Nach Vorlesen und Erklärung alles Vorstehenden hat der Bevollmächtigte der Erschienenen mit Uns, dem unterzeichneten Notar, die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: S. Lambert et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 4 avril 2014. Relation: LAC/2014/16087. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014054378/529.

(140062743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2014.

SHCO 66 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 186.126.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twentieth day of March.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

THERE APPEARED:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, registered with the Luxembourg trade registry under number B 103.123,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, professionally residing in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy will remain attached to the present deed.

The appearer announced the formation of a company with limited liability (“société à responsabilité limitée”), governed by the relevant law and the present articles.

Art. 1. There is formed by those present a company with limited liability which will be governed by law pertaining to such an entity as well as by present articles.

Art. 2. The object of the corporation is the taking of participating interests, in whatsoever form in other, either Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The corporation may in particular acquire all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The corporation may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has a participation or in which it has a direct or indirect interest.

The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property, which it may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The company has been formed for an unlimited period.

Art. 4. The company will assume the name of “SHCO 66 S.à r.l.” a private limited liability company.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by mean of a resolution of an extraordinary general meeting of its members.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

Art. 6. The company’s corporate capital is fixed at EUR 12.500.- (twelve thousand five hundred euro) represented by 12.500 (twelve thousand five hundred) shares with a par value of EUR 1.- (one euro) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. The capital may be changed at any time under the conditions specified by article 199 of the law concerning commercial companies.

Art. 8. Each share gives rights to a fraction of the assets and profits of the company in direct proportion to its relationship with the number of shares in existence.

Art. 9. The transfer of shares is stated in a notarial deed or by private deed. They are made in compliance with the legal dispositions. In case of a single shareholder, the Company’s shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the members will not bring the company to an end.

Art. 11. Neither creditors nor heirs may for any reason create a charge on the assets or documents of the company.

Art. 12. The company is administered by one or several managers, not necessarily members, appointed by the members.

Except if otherwise provided by the general meeting of members, in dealing with third parties the manager or managers have extensive powers to act in the name of the company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the company's object.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the single signature of one of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of Managers (namely class A Managers and class B Managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A Manager and one class B Manager.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

Any Manager may act at any meeting by appointing in writing by letter or by cable, telegram, facsimile transmission or e-mail another Manager as his proxy.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 13. The manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitment regularly made by them in the name of the company. They are simple authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

Art. 14. Each member may take part in collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each member has voting rights commensurate with his shareholding. Each member may appoint a proxy to represent him at meetings.

Art. 15. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by members owning more than half the share capital. However, resolutions to alter the articles and particularly to liquidate the company may only be carried by a majority of members owning three quarters of the company's share capital.

If the Company has only one member, his decisions are written down on a register held at the registered office of the Company.

Art. 16. The company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 17. Each year on the thirty-first of December, the books are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Art. 18. Each member may inspect the above inventory and balance sheet at the company's registered office.

Art. 19. The receipts stated in the annual inventory, after deduction of general expenses and amortisation represent the net profit.

Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be used freely by the members.

The balance of the net profits may be distributed to the member(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare an interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. This interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 20. At the time of the winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, members or not, appointed by the members who will fix their powers and remuneration.

Art. 21. The members will refer to legal provisions on all matters for which no specific provision is made in the articles. The undersigned notary states that the specific conditions of article 183 of company act law (Companies Act of 18.9.33) are satisfied.

Transitory Disposition

The first financial year commences this day and ends on the thirty-first of December two thousand and fourteen.

Subscription and payment.

The 12.500 (twelve thousand five hundred) shares are subscribed by the sole shareholder as follows:
Intertrust (Luxembourg) S. à r.l..

prenamed: 12.500 (twelve thousand five hundred) shares

The shares thus subscribed have been paid up by a contribution in cash of EUR 12.500 (twelve thousand five hundred euro), so that the amount of EUR 12.500 (twelve thousand five hundred euro) is at the disposal of the Company.

Estimate of costs.

The parties estimate the value of formation expenses at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Decisions of the sole shareholder

The shareholder has taken the following decisions.

1) Is appointed as manager of the company for an undetermined period:

Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., having its registered office at, 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade registry under number B 103.336.

2) The registered office is established at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt mars.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

Intertrust (Luxembourg) S. à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.123

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, salariée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La prédite procuration restera annexée aux présentes.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «SHCO 66 S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

L'adresse du siège sociale peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1.- (un euro) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés.

A moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire ou autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle d'un des gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a désigné différentes classes de Gérants (à savoir des Gérants de classe A et des Gérants de classe B) la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un Gérant de classe A et d'un Gérant de classe B.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par les gérants y ayant participé.

Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion des gérants en désignant par écrit, par lettre ou par câble, télégramme, télécopie ou e-mail un autre gérant comme son mandataire.

Une décision écrite signée par tous les gérants sera aussi valable et efficace que si elle avait été prise lors d'une réunion du conseil dûment convoquée. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ou la liquidation de la société ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 17. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 18. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 19. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la Société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Art. 20. Lors de la dissolution de la société la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales. Le notaire soussigné constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 18 septembre 1933 sont remplies.

Disposition transitoire.

Le premier exercice commence le jour de la constitution et finit le trente et un décembre deux mille quatorze.

Souscription et libération.

Les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sont souscrites par l'associé unique comme suit:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., prédésignée: 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales

Les parts ainsi souscrites ont été entièrement libérées par un apport en espèces de EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros), de sorte que la somme de EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros) est à la disposition de la société.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société à raison de sa constitution est évalué approximativement à la somme de mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Décisions de l'associé unique

Ensuite l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1) Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

Intertrust Management (Luxembourg) S. à r.l., ayant son siège social à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.336.

2) Le siège social de la société est fixé à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent acte qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 mars 2014. Relation: EAC/2014/4297. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014054124/251.

(140061506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

Eurolux Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 85.928.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014055939/9.

(140064666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Rynda En Primeur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 120.909.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-seventh day of the month of March.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg (the "Notary"),
is held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of Rynda en Primeur S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre du Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B120909 (the "Company").

1. The Meeting is chaired by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette (the "Chairman"). The Chairman appoints Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, as secretary of the Meeting (the "Secretary"). The Meeting elects Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette as scrutineer of the Meeting (the "Scrutineer"). The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the "Bureau".

2. The shareholders of the Company (the "Shareholders") represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present minutes after having been signed by the proxyholder of the Shareholders, the members of the Bureau and the Notary.

3. The proxies from the Shareholders represented at the Meeting, after having been signed by the proxyholder of such Shareholders, the members of the Bureau and the Notary, shall also remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

4. It appears from the attendance list that thirteen thousand two hundred and nine class A shares (13,209) class A shares, fifty (50) class B shares, fifty (50) class C shares and one thousand three hundred and forty-two (1,342) class E shares of the Company, representing ninety-eight point twenty-one percents (98,21%) of the entire share capital of the Company and of the shares carrying voting rights, are duly represented at the Meeting.

5. Convening notices to the Meeting have been sent to all the shareholders of the Company on 4 March 2014 by registered letter.

6. The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 28 September 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No. 2302, page 110452 of 9 December 2006.

7. The Company's articles of incorporation (the "Articles") have last been amended pursuant to a notarial deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg, on 31 July 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No. 2854 of 27 November 2008.

8. The Shareholders represented at the Meeting, and representing ninety-eight point twenty-one percents (98,21%) of the entire share capital of the Company and of the shares carrying voting rights, have recognised to be fully informed of the resolutions to be taken at the Meeting on the basis of the following agenda (the "Agenda"):

Agenda:

1. Decision to amend article 6.4 ("Transfer of Shares") of the Articles so that it will henceforth read as follows:

" 6.4. Transfer of shares.

6.4.1. Notwithstanding any provision in the Articles (other than Article 6.4.3.) to the contrary, a Shareholder may, subject to Article 6.4.3, transfer the whole of its legal and beneficial interest in, and rights derived from, all or any of its A Shares, D Shares (if any) and/or E Shares to any Affiliate without the consent of any other Shareholder.

6.4.2. No Shareholder may sell transfer or otherwise dispose of the whole or any part of its legal or beneficial interest in its Shares other than, in each case subject to Article

6.4.3. and subject to the terms and conditions of the Investment Agreement (if any):

(a) in accordance with Article 6.4.1.; or

(b) to a Qualifying Transferee with the consent of the Investment Adviser (such consent not to be unreasonably withheld); or

(c) to any other entity with the consent of the Investment Adviser (such consent to be given or withheld in its sole and absolute discretion and for any reason whatsoever or without assigning any reason therefore).

6.4.3. Any transfer made pursuant to Articles 6.4.1. or 6.4.2. shall only be effective if (i) such transferee satisfies any provisions aimed at the prevention of money laundering and adherence to "Know Your Client" policies as the Investment Adviser may reasonably require (ii) the transferee or assignee executes a deed of adherence to the Investment Agreement and assumes all outstanding obligations of such Shareholder, (iii) in the case of Article 6.4.1. only, immediately upon such

transferee ceasing to be an Affiliate of such Shareholder, the Shares so transferred are transferred to the Shareholder or an Affiliate thereof."

2. Decision to amend article 5 ("Definitions") of the Articles by adding the following definitions:

""Commitment" means the maximum amount each Investor has agreed to invest in the Company";

""French Real Estate MV Tax" means the taxe sur la valeur vénale des immeubles possédés en France par des personnes morales (commonly known as the 3% tax), as provided for under section 990 D and F of the French tax code (or any amended or updated version thereof or similar taxes that are imposed after the date of this agreement in addition thereto or in place thereof) in respect of a Property, any Danish MotherCo or any Propco"; and

""Qualifying Transferee" means any proposed Investor that will not be subject to French Real Estate MV Tax (assuming where relevant that it makes the necessary filings and disclosures), has a financial net worth in the determination of the Investment Adviser of over 5 times the Commitment it is making, is not considered by the Investment Adviser to be a competitor of the Company or the Investment Adviser and will have a Commitment of not less than €5m".

3. Miscellaneous.

The Shareholders represented at the Meeting have requested the Notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholders represented at the Meeting unanimously RESOLVE to amend article 6.4 ("Transfer of Shares") of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

" 6.4. Transfer of shares.

6.4.1. Notwithstanding any provision in the Articles (other than Article 6.4.3.) to the contrary, a Shareholder may, subject to Article 6.4.3, transfer the whole of its legal and beneficial interest in, and rights derived from, all or any of its A Shares, D Shares (if any) and/or E Shares to any Affiliate without the consent of any other Shareholder.

6.4.2. No Shareholder may sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of its legal or beneficial interest in its Shares other than, in each case subject to Article 6.4.3. and subject to the terms and conditions of the Investment Agreement (if any):

(a) in accordance with Article 6.4.1.; or

(b) to a Qualifying Transferee with the consent of the Investment Adviser (such consent not to be unreasonably withheld); or

(c) to any other entity with the consent of the Investment Adviser (such consent to be given or withheld in its sole and absolute discretion and for any reason whatsoever or without assigning any reason therefore).

6.4.3. Any transfer made pursuant to Articles 6.4.1. or 6.4.2. shall only be effective if (i) such transferee satisfies any provisions aimed at the prevention of money laundering and adherence to "Know Your Client" policies as the Investment Adviser may reasonably require, (ii) the transferee or assignee executes a deed of adherence to the Investment Agreement and assumes all outstanding obligations of such Shareholder, (iii) in the case of Article 6.4.1. only, immediately upon such transferee ceasing to be an Affiliate of such Shareholder, the Shares so transferred are transferred to the Shareholder or an Affiliate thereof."

Second resolution

The Shareholders represented at the Meeting unanimously RESOLVE to amend article 5 ("Definitions") of the Articles by adding the following definitions:

""Commitment" means the maximum amount each Investor has agreed to invest in the Company";

""French Real Estate MV Tax" means the taxe sur la valeur vénale des immeubles possédés en France par des personnes morales (commonly known as the 3% tax), as provided for under section 990 D and F of the French tax code (or any amended or updated version thereof or similar taxes that are imposed after the date of this agreement in addition thereto or in place thereof) in respect of a Property, any Danish MotherCo or any Propco"; and

""Qualifying Transferee" means any proposed Investor that will not be subject to French Real Estate MV Tax (assuming where relevant that it makes the necessary filings and disclosures), has a financial net worth in the determination of the Investment Adviser of over 5 times the Commitment it is making, is not considered by the Investment Adviser to be a competitor of the Company or the Investment Adviser and will have a Commitment of not less than €5m".

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Declaration

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The Notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the Notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the Notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-septième jour du mois de mars,

Par-devant nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand Duché du Luxembourg,

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") des actionnaires de Rynda En Primeur S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B120909 (la "Société").

1. L'Assemblée est présidée par Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette (le "Président"). Le Président nomme Mrs Claudia ROUCKERT, employée privée, résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette, comme secrétaire de l'Assemblée (le "Secrétaire"). L'Assemblée nomme Mrs Claudia ROUCKERT, employée privée, résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette comme scrutateur de l'Assemblée (le "Scrutateur"). Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont désignés collectivement ci-après comme le "Bureau".

2. Les actionnaires de la Société (les "Actionnaires") représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent acte après avoir été signée par le mandataire des Actionnaires, les membres du Bureau et le Notaire.

3. Les procurations des Actionnaires représentés à l'Assemblée, après avoir été signées par le mandataire desdits Actionnaires, les membres du Bureau et le Notaire, resteront également attachées au présent acte afin d'être enregistrées en même temps que celui-ci auprès des autorités compétentes.

4. Il ressort de la liste de présence que l'intégralité des treize mille quatre cent quarante-six (13,446) actions de classe A, cinquante (50) actions de classe B, cinquante (50) actions de classe C et mille trois cent soixante-douze (1,372) actions de classe E de la Société, représentant l'intégralité du capital social de la Société et des actions donnant droit de vote, sont dûment représentées à l'Assemblée.

5. Les convocations à l'Assemblée ont été envoyées à tous les actionnaires de la Société par lettre recommandée le 4 mars 2014.

6. La Société a été constituée par un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en date du 28 septembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 2302, page 110452 du 9 décembre 2006.

7. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Paul Bettingen, notaire résidant à Niederanven, Grand Duché de Luxembourg, du 31 juillet 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, N° 2854 du 27 novembre 2008.

8. Les Actionnaires, représentés comme indiqué ci-avant, ont reconnu être entièrement informés des résolutions à prendre à l'Assemblée sur base de l'ordre du jour suivant (l'"Ordre du Jour"):

Ordre du jour:

1. Décision de modifier l'article 6.4 ("Transfert d'Actions") des Statuts pour qu'il aie la teneur suivante:

" **6.4. Transfert d'actions.**

6.4.1. Nonobstant toute disposition contraire des Statuts (autre que l'Article 6.4.3.), un Actionnaire peut, sous réserve des dispositions de l'Article 6.4.3, transférer l'ensemble de ses droits légaux et droits aux bénéfiques dans toutes ou chacune de ses actions de classe A, actions de classe D (si il y en a) et/ou actions de classe E à tout Affilié sans le consentement d'un autre Actionnaire.

6.4.2. Aucun Actionnaire ne peut vendre, transférer ou disposer d'une autre manière de tout ou partie de ses droits légaux et droits aux bénéfiques dans toutes ou chacune de ses Actions autrement que, à chaque fois sous réserve de l'article 6.4.3. et sous réserve des termes du Contrat d'Investissement (si il en existe un):

(a) conformément aux dispositions de l'Article 6.4.1.; ou

(b) à un Cessionnaire Qualifié avec le consentement du Conseiller en Investissement (qui ne refusera pas son consentement sans raison valable); ou

(c) à toute autre partie avec le consentement du Conseiller en Investissement (qui donnera ou refusera son consentement à son entière discrétion et pour quelque raison que ce soit ou sans avoir à justifier sa décision).

6.4.3. Tout transfert effectué conformément aux Articles 6.4.1. ou 6.4.2. ne sera effectif que si (i) le cessionnaire satisfait aux conditions concernant la prévention du blanchiment d'argent et applique la politique de "Connaissez votre client" ("Know Your Client") que le Conseiller en Investissement peut raisonnablement exiger, (ii) le cessionnaire signe un contrat d'adhésion (deed of adherence) au Contrat d'Investissement et assume les obligations pendantes de l'Actionnaire cédant, (iii) dans l'hypothèse de l'Article 6.4.1. seulement, immédiatement après que le cessionnaire aie cessé d'être un Affilié de l'Actionnaire cédant, les Actions transférées sont retransférées à l'Actionnaire cédant ou à un Affilié dudit Actionnaire."

2. Décision de modifier l'article 5 ("Définitions") des Statuts en ajoutant les définitions suivantes:

""Engagement" signifie le montant maximum que chaque Investisseur a accepté d'investir dans la Société";

""Taxe sur la Valeur Vénale de l'Immobilier Français" signifie la taxe sur la valeur vénale des immeubles possédés en France par des personnes morales (communément appelée taxe de 3%), telle que prévue aux sections 990 D et F du Code Fiscal français (ou toute version modifiée ou mise à jour dudit Code ou taxes similaires qui sont imposées après la date de ce contrat en complément ou en remplacement de la taxe de 3%), au regard d'une Propriété, de toute Société Mère Danoise ou de toute Société Immobilière"; et

""Cessionnaire Qualifié" signifie tout Investisseur proposé qui ne sera pas sujet à la Taxe sur la Valeur Vénale de l'Immobilier Français (en supposant qu'il procède le cas échéant aux enregistrements et déclarations nécessaires), a une valeur nette financière telle que déterminée par le Conseiller en Investissement égale à au moins 5 fois le montant de son Engagement, n'est pas considéré par le Conseiller en Investissement comme un concurrent de la Société ou du Conseiller en Investissement et le montant de son Engagement s'élève à au moins 5 millions d'Euros".

3. Divers.

Les Actionnaires représentés à l'Assemblée ont requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Actionnaires représentés à l'Assemblée DECIDENT unanimement de modifier l'article 6.4 ("Transfert d'Actions") des Statuts de façon à ce qu'il se lise comme suit:

" 6.4. Transfert d'actions.

6.4.1. Nonobstant toute disposition contraire des Statuts (autre que l'Article 6.4.3.), un Actionnaire peut, sous réserve des dispositions de l'Article 6.4.3, transférer l'ensemble de ses droits légaux et droits aux bénéfices dans toutes ou chacune de ses actions de classe A, actions de classe D (si il y en a) et/ou actions de classe E à tout Affilié sans le consentement d'un autre Actionnaire.

6.4.2. Aucun Actionnaire ne peut vendre, transférer ou disposer d'une autre manière de tout ou partie de ses droits légaux et droits aux bénéfices dans toutes ou chacune de ses Actions autrement que, à chaque fois sous réserve de l'article 6.4.3. et sous réserve des termes du Contrat d'Investissement (si il en existe un):

(a) conformément aux dispositions de l'Article 6.4.1.; ou

(b) à un Cessionnaire Qualifié avec le consentement du Conseiller en Investissement (qui ne refusera pas son consentement sans raison valable); ou

(c) à toute autre partie avec le consentement du Conseiller en Investissement (qui donnera ou refusera son consentement à son entière discrétion et pour quelque raison que ce soit ou sans avoir à justifier sa décision).

6.4.3. Tout transfert effectué conformément aux Articles 6.4.1. ou 6.4.2. ne seront effectifs que si (i) le cessionnaire satisfait aux conditions concernant la prévention du blanchiment d'argent et applique la politique de "Connaissez votre client" ("Know Your Client") que le Conseiller en Investissement peut raisonnablement exiger, (ii) le cessionnaire signe un contrat d'adhésion (deed of adherence) au Contrat d'Investissement et assume les obligations pendantes de l'Actionnaire cédant, (iii) dans l'hypothèse de l'Article 6.4.1. seulement, immédiatement après que le cessionnaire concerné aie cessé d'être un Affilié de l'Actionnaire cédant, les Actions transférées sont retransférées à l'Actionnaire cédant ou à un Affilié dudit Actionnaire."

Seconde résolution

Les Actionnaires représentés à l'Assemblée DECIDENT unanimement de modifier l'article 5 ("Définitions") des Statuts en ajoutant les définitions suivantes:

""Engagement" signifie le montant maximum que chaque Investisseur a accepté d'investir dans la Société";

""Taxe sur la Valeur Vénale de l'Immobilier Français" signifie la taxe sur la valeur vénale des immeubles possédés en France par des personnes morales (communément appelée taxe de 3%), telle que prévue aux sections 990 D et F du Code Fiscal français (ou toute version modifiée ou mise à jour dudit Code ou taxes similaires qui sont imposées après la date de ce contrat en complément ou en remplacement de la taxe de 3%), au regard d'une Propriété, de toute Société Mère Danoise ou de toute Société Immobilière"; et

""Cessionnaire Qualifié" signifie tout Investisseur proposé qui ne sera pas sujet à la Taxe sur la Valeur Vénale de l'Immobilier Français (en supposant qu'il procède le cas échéant aux enregistrements et déclarations nécessaires), a une valeur nette financière telle que déterminée par le Conseiller en Investissement égale à au moins 5 fois le montant de son Engagement, n'est pas considéré par le Conseiller en Investissement comme un concurrent de la Société ou du Conseiller en Investissement et le montant de son Engagement s'élève à au moins 5 millions d'Euros."

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Déclaration

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 avril 2014. Relation: EAC/2014/4791. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014054065/235.

(140061827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

SanBeep SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 186.144.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le premier avril.

Par devant Nous, Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Argos Soditic VI-A FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, dont la société de gestion est Argos Soditic France S.A.S., 14, rue de Bassano, F-75116 Paris,

ici représentée par Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

spécialement mandaté à cet effet par procuration sous seing privé donnée en date du 26 mars 2014,

2. Argos Soditic VI-B FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, dont la société de gestion est Argos Soditic France S.A.S., 14, rue de Bassano, F-75116 Paris,

ici représentée par Monsieur Pierre LENTZ, prénommé,

spécialement mandaté à cet effet par procuration sous seing privé donnée en date du 26 mars 2014.

Les prédites procurations, paraphées "ne varietur" par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, représentée comme dit ci-avant, ont prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. il est formé une société anonyme sous la dénomination de SanBeep SA.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 32.000 (trente-deux mille euros) représenté par 3.200 (trois mille deux cents) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 320.000 (trois cent vingt mille euros) qui sera représenté par 32.000 (trente-deux mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, dès la constitution et pendant une période prenant fin le 1^{er} avril 2019, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins 3 (trois) membres, le nombre exact étant déterminé par l'assemblée générale. Les administrateurs peuvent être qualifiés «administrateur de catégorie A» ou «administrateur de catégorie B».

Si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à 1 (un) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires. Ils sont élus par l'assemblée générale pour une période ne dépassant pas 6 (six) ans et peuvent être révoqués à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique tenue dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés, devant comporter obligatoirement le vote d'un administrateur investi des pouvoirs de la catégorie A et le vote d'un administrateur

investi des pouvoirs de la catégorie B. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par les signatures conjointes de deux administrateurs, dont obligatoirement la signature d'un administrateur de catégorie A et la signature d'un administrateur de catégorie B, ou par la signature individuelle d'un délégué dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Toutefois, si la loi l'exige ou si la société décide de supprimer l'institution de commissaire, le contrôle des comptes annuels sera effectué par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés désignés et éventuellement réélus par l'assemblée.

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit. Dans les présents statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'assemblée générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'actionnaire unique tant que la société n'a qu'un actionnaire.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale représente tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations de l'assemblée générale se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le 1^{er} jeudi du mois de juin à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Le(s) premier(s) administrateur(s) et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et paiement

Les 3.200 (trois mille deux cents) actions ont été souscrites comme suit par:

Souscripteurs	Nombre d'actions	Montant souscrit et libéré en EUR
1. Argos Soditic VI-A FCPR, préqualifiée	680	6.800
2. Argos Soditic VI-B FCPR, préqualifiée	2.520	25.200
TOTAUX:	3.200	32.000

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de EUR 32.000 (trente-deux mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.400 (mille quatre cents euros).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparantes, représentées comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à 5 (cinq).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs de la société, leur mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social:

Administrateurs de catégorie A:

1. Madame Alyson GREENWOOD, administrateur de société, née le 29 juin 1968 à St-Albans, Royaume-Uni, demeurant au 13, Chemin des Courbes, 1247 Anières, Suisse,

2. Monsieur Guy SEMMENS, administrateur de société, né le 16 novembre 1968 à Nottingham, Royaume-Uni, demeurant au Chalet Pantouflard, Chemin de la Tinte, 1936 Verbier, Suisse,

3. Madame Anna Karin PORTUNATO, consultante indépendante, née le 2 août 1966 à Rockford, Etats-Unis, demeurant au 5, route de Pierre-Grand, 1256 Troinex, Suisse,

Administrateurs de catégorie B:

4. Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, né le 22 avril 1959 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

5. Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, né le 12 janvier 1955 à Cesena (Forli), Italie, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Monsieur Pierre LENTZ, prénommé, est nommé aux fonctions de président du conseil d'administration.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social: AUDIEX S.A., ayant son siège au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65.469.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Lentz, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 04 avril 2014. REM/2014/788. Reçu soixante-quinze euros.75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 15 avril 2014.

Référence de publication: 2014054077/214.

(140061832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

RP3 Holdings (Lux) 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 123.086.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first day of March.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette

There appeared:

RP3 Holdings (Lux) 6 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 123087 (the "Sole Shareholder"),

duly represented by Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, professionally residing in Esch/Alzette, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Said proxy, after having been initialed and signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, has requested the notary to state as follows:

- That RP3 Holdings (Lux) 7 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 123086, was incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Emile Schlessler, notary residing in Luxembourg, on 8 December 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations number 260 on 27 February 2007 (the "Company");

- That the Company's by-laws have been lastly amended pursuant to a notarial deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, on 7 July 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations number 1980 on 23 September 2010;

- That the share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500), represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each;

- That the Company's activities have ceased and that the Sole Shareholder hereby decides to proceed with the immediate dissolution of the Company;

- That the here represented Sole Shareholder appoints FIDES (Luxembourg) S.A., a public limited liability company (société anonyme) duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 41469 as liquidator of the Company (the "Liquidator") and said liquidator, in this capacity declares that all the liabilities of the Company have been paid and that the liabilities in relation of the close down of the liquidation have been duly provisioned; furthermore declares the Liquidator that with respect to eventual liabilities of the Company presently unknown that remain unpaid, he irrevocably undertakes to pay all such eventual liabilities; that as a consequence of the above all the liabilities of the company are paid. The liquidation report will remain attached to the present deed;

- That the remaining net assets have been paid to the Sole Shareholder and have become its property;
- The declarations of the Liquidator have been certificated, pursuant to a report that remains attached as appendix, established by EQ Audit S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, rue J. Hackin, L-1746 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 124782, appointed as "commissaire-to-the-liquidation" (the "Commissaire-to-the-liquidation") by the Sole Shareholder;
- That full discharge is granted to the managers of the Company for their mandates;
- That full discharge is also granted to FIDES (Luxembourg) S.A., prenamed, as liquidator for the performance of all its duties in the liquidation of the Company;
- That full discharge is also granted to EQ Audit S.à r.l., prenamed, as Commissaire-to-the-liquidation for the performance of all its duties in the liquidation of the Company;
- That all books and documents of the Company shall be kept for the legal duration of five (5) years at the former registered address of the Company being 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- That the liquidation of the Company is done and finalised.

The bearer of a copy of the present deed shall be granted all necessary powers regarding legal publications and registration.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Drawn up in Esch/Alzette, on the date named at the beginning of the present deed.

The document having been read in the language of the person appearing, all of whom are known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the translation in french / suit la traduction française

L'an deux mille quatorze, le trente-et-un mars.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette.

A comparu:

RP3 Holdings (Lux) 6 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Société Luxembourg sous le numéro B 123087 (l'«Associé Unique»),

ici représenté par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, cleric de notaire, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et le notaire instrumentaire, demeure annexée au présent acte avec lequel elle est enregistrée.

Lequel comparant, représenté comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la société dénommée RP3 Holdings (Lux) 7 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Société Luxembourg sous le numéro B 123086 (la «Société»), constituée suivant acte notarié de Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, le 8 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations n° 260 le 27 février 2007.

- Que l'acte de constitution de la Société a été modifié dernièrement suivant acte notarié de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, le 7 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations n° 1890 le 23 septembre 2010.

- Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12,500) représenté par cinq cents (500) parts sociales avec une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25).

- Que l'Associé Unique possède la totalité des parts sociales de la Société.

- Que l'activité de la Société ayant cessé, l'Associé Unique, siégeant en assemblée générale extraordinaire prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat.

- Que l'Associé Unique, désigne FIDES (Luxembourg) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Société Luxembourg sous le numéro B 41469 comme liquidateur de la Société (le «Liquidateur»), que ce dernier en cette qualité déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment provisionné; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est réglé. Le rapport du Liquidateur reste annexé au présent acte.

- Que l'actif restant est réparti à l'Associé Unique qui en devient propriétaire.

- Que les déclarations du Liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, établi par EQ Audit S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, rue J. Hackin, L-1746 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 124782, désigné «Commissaire à la liquidation» par l'Associé Unique de la Société.
- Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants de la Société, pour leurs mandats.
- Que décharge pleine et entière est également accordée au Liquidateur, FIDES (Luxembourg) S.A., précitée, pour l'exercice de son mandat dans le cadre de la dissolution de la Société.
- Que décharge pleine et entière est également accordée au Commissaire à la liquidation, EQ Audit S.à r.l., précitée, pour l'exercice de son mandat dans le cadre de la dissolution de la Société.
- Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans auprès du siège social de la Société au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Que la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

Le titulaire de la copie du présent acte disposera de tous les pouvoirs nécessaires relatifs aux publications légales et aux formalités.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'en cas de divergences avec la version française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 avril 2014. Relation: EAC/2014/5106. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014054062/122.

(140061995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

Real Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 65.936.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le dix-huit mars.

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Jean-Paul TOLKOWSKY, Administrateur de société, né le 29/09/1968 à Wilrijk (Belgique), demeurant à Swallow Barn, Bind Lane, Billingsley, Shropshire, WV16 6PQ, U.K.,

ici représenté par Monsieur Patrick AFLALO, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 3 mars 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme dit-est, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société anonyme REAL INVESTMENTS S.A., ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 65936 (la «Société»), a été constituée par acte du notaire instrumentant en date du 30 juillet 1998, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 794 du 30 octobre 1998; Les statuts ont été modifiés par acte sous seing privé en date du 30 mai 2002, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 1285 du 5 septembre 2002;

- que le capital social de la société anonyme REAL INVESTMENTS S.A. s'élève actuellement à TRENTE MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SIX EUROS ET SOIXANTE-NEUF CENTS (30.986,69.- EUR) représenté par MILLE (1.000) actions sans désignation de valeur nominale;

- que Monsieur Jean-Paul TOLKOWSKY, précité, est seul propriétaire de toutes les actions et déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 17 mars 2014, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;
- l'actionnaire unique est investi de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 17 mars 2014 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;
- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;
- décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société;
- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les actions et/ou du registre des actionnaires;
- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués approximativement à mille euros (EUR 1.000.-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. AFLALO, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 mars 2014. Relation: LAC/2014/13282. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2014.

Référence de publication: 2014054040/59.

(140061515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

Ribolux SC, Société Civile.

Siège social: L-9711 Clervaux, 82, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg E 5.323.

— STATUTS

1. Mr RICHARD Jean-Marc, né le 25 septembre 1968 à Namur (Belgique), demeurant à B-5310 Eghezée, Chaussée de Namur 14/AA09 (Belgique)

2. Mme BOGAERTS Anne-Pascale, née le 4 décembre 1970 à Namur (Belgique), demeurant à B-5310 Eghezée, Chaussée de Namur 14/AA09 (Belgique)

3. Mr RICHARD Romain, né le 22 septembre 1993 à Namur (Belgique), demeurant à B-5310 Eghezée, Chaussée de Namur 14/AA09 (Belgique)

Lesquels comparants ont décidé d'acter les statuts d'une Société Civile qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit le 10/04/2014:

Art. 1^{er}. Il est formé une Société Civile régie par la loi de 1915 sur les Sociétés Commerciales et Civiles, telle qu'elle a été modifiée par les lois subséquentes et par les articles 1832 et suivants du Code Civil Luxembourgeois.

Art. 2. La Société a pour objet la détention, l'utilisation et la mise à disposition de biens mobiliers à des fins privées. La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques. La société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

Art. 3. La dénomination est RIBOLUX SC.

Art. 4. Le siège social est établi à L-9711 Clervaux, 82, Grand Rue, il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg sur simple décision de l'assemblée générale.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée, elle pourra être dissoute par décision de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 6. Le capital social est fixé à 100,00 EUR, répartis en 100 parts de 1,00 EUR chacune et constitué par l'apport en numéraire sur un compte ouvert pour la société.

Art. 7. En raison de leur apport, il est attribué 40 parts à Mr RICHARD Jean-Marc, 40 parts à Mme BOGAERTS Anne-Pascale et 20 parts à Mr RICHARD Romain, les comparants ci-dessus mentionnés. La mise des associés ne pourra être augmentée que de leur accord représentant au moins 50% des parts. L'intégralité de l'apport devra être libérée sur demande du gérant ou des associés.

Art. 8. Les parts sociales sont cessibles entre associés. Elles sont incessibles entre vifs ou pour cause de mort à des tiers non-associés sans l'accord unanime de tous les associés restants. En cas de transfert par l'un des associés de ses parts sociales, les autres associés bénéficieront d'un droit de préemption sur ses parts, à un prix fixé entre associés et agréé d'année en année lors de l'assemblée générale statuant le bilan et le résultat de chaque exercice. Le droit de préemption s'exercera par chaque associé proportionnellement à sa participation au capital social. En cas de renonciation d'un associé à ce droit de préemption, sa part profitera aux autres associés dans la mesure de leur quotepart dans le capital restant.

Art. 9. Le décès ou la déconfiture de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la société. Si les associés survivants n'exercent pas leur droit de préemption en totalité, la société continuera entre les associés et les héritiers de l'associé décédé. Toutefois, les héritiers devront, sous peine d'être exclus de la gestion et des bénéfices jusqu'à régularisation, désigner dans les quatre mois du décès l'un d'eux ou un tiers qui les représentera dans tous les actes intéressant la Société.

Art. 10. La Société est administrée par un gérant nommé et révocable à l'unanimité de tous les associés.

Art. 11. Le gérant est investi de tous les pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance en nom et pour compte de la Société. La Société se trouve valablement engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle de son gérant.

Art. 12. Le bilan est soumis à l'approbation des associés, qui décident de l'emploi des bénéfices.

Les bénéfices sont répartis entre les associés en proportion de leurs parts sociales.

Art. 13. Les engagements des associés à l'égard des tiers sont fixés conformément aux articles 1862, 1863 et 1864 du Code Civil. Les pertes et dettes de la Société sont supportées par les associés en proportion du nombre de leurs parts dans la Société.

Art. 14. L'assemblée des associés se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent sur convocation du gérant ou sur convocation d'un des associés. Une assemblée statutaire aura lieu obligatoirement le troisième vendredi de juin de chaque année à 15 heures afin de délibérer du bilan, du résultat de l'année écoulée et pour fixer la valeur des parts conformément à l'article 6. L'assemblée statue valablement sur tous les points de l'ordre du jour et ses décisions sont prises à la simple majorité des voix des associés présents ou représentés, chaque part donnant droit à une voix. Toutes modifications des statuts doivent être décidées à l'unanimité des associés.

Art. 15. En cas de dissolution, la liquidation sera faite par le gérant ou par les associés selon le cas, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont à sa charge, en raison de sa constitution à 100 EUR.

Assemblée générale extraordinaire

A l'instant, les parties comparantes représentant l'intégralité du capital social se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent comme dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement convoquée, elles ont pris les résolutions suivantes:

1. Mr RICHARD Jean-Marc, précité, est nommé gérant.
2. La société EDISYS SA, 65, Route d'Esch L-3340 Huncherange, RCS Luxembourg B139924, est nommée co-gérant.
3. Le siège de la Société est établi à L-9711 Clervaux, 82, Grand Rue.

Lu, accepté et signé par les parties intervenantes.

Référence de publication: 2014054053/72.

(140061612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

Soft Invest Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 71.477.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le trois avril.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

"The AMS Foundation", société de droit panaméen avec siège social à P.H. Edificio Mossfon, Segundo Piso, Calle 54 Este, Ciudad de Panama, Republica de Panama, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Panama sous le numéro 5834,

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit leurs déclarations:

I.- Que la société anonyme société de gestion de patrimoine familial «Soft Invest Holding S.A.», ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 71.477, constituée suivant acte reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage le 24 août 1999, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 862 du 17 novembre 1999, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 1^{er} octobre 2010, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2505 du 18 novembre 2010.

II.- Que le capital social de la société s'élève actuellement à cinquante mille euros (50.000,- EUR), représenté par cinquante (50) actions sans désignation de valeur nominale.

III.- Que la comparante est devenue propriétaire de toutes les actions de la susdite société «Soft Invest Holding S.A.».

IV.- Que l'activité de la société «Soft Invest Holding S.A.» a cessé et que la comparante, en tant que seule et unique associée de la Société (l' "Associé unique") prononce la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation.

V.- Que l'Associée unique déclare avoir pleine connaissance des statuts de la Société et qu'elle connaît parfaitement la situation financière de la Société.

VI.- Que l'Associée unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé et que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné.

VII.- Que l'Associée unique est investie de tout l'actif et qu'elle s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour au prorata de sa participation dans la Société

VIII.- Que, partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

IX.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

X.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

Frais

Tous les frais et honoraires résultant du présent acte, évalués à 900,- EUR euros, sont à charge de la société dissoute.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 08 avril 2014. Relation GRE/2014/1465. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 23 avril 2014.

Référence de publication: 2014055661/52.

(140063632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.
